

ETUDE DE BASE DU PROJET

«TIRER PARTI DE LA PARTICIPATION
COMMUNAUTAIRE A LA GOUVERNANCE
LOCALE POUR UNE PREVENTION ET UNE
RESOLUTION EFFICACE DES CONFLITS
DANS LES REGIONS DU LITTORAL ET DE
L'OUEST AFFECTEES PAR LA CRISE DU
NORD-OUEST ET DU SUD- OUEST AU
CAMEROUN»

RAPPORT FINAL

Juin 2022



DRAFT

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	5
1 INTRODUCTION.....	8
1.1 Contexte et justification.....	9
1.2 Objectifs de l'étude de base du projet PBF	9
1.3 But de l'étude de base.....	9
1.4 Méthodologie	10
2 ALIGNEMENT ET JUSTIFICATION DE LA METHODOLOGIE	11
2.1 Justification des méthodes et des techniques utilisées	12
2.2 Alignement de la méthodologie avec le cadre logique du projet.....	12
2.3 Stratégie d'échantillonnage.....	12
3 PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS	16
3.1. Valeurs de référence des indicateurs pour les résultats.....	17
3.2 Valeurs de référence pour les extrants	31
4 PROPOSITION DU CADRE DE SUIVI-EVALUATION DU PROJET PBF.....	43
4.1 Matrice de suivi-évaluation des indicateurs du projet PBF	44
4.2 Schéma organisationnel du système S&E du PBF	54
5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	55
5.1 Conclusion	56
5.2 Recommandations.....	56
ANNEXE.....	57
Annexe 1 :	58
Annexe 2:	59
Annexe 3 :	62
Annexe 4 :	63
Annexe 5 :	73

Liste des sigles, abréviations et acronymes

AGR	Activités génératrices de Revenues
ASSOAL	Association des Amoureux du Livre
AWLN	African Women Leadership Network
BAF	Bafoussam
BBD	Babadjou
CIPCRE	Cercle International pour la Promotion de la Création
COVID	Corona Virus Desease
DLA	Douala
F	Femme
GIC	Groupe d'Initiative Commune
H	Homme
MAXQDA	Mixed and Qualitative Data Analysis software
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MINDCAF	Ministère des Domaines et des Affaires Foncières
MINHDU	Ministère de l'Urbanisme et du Développement Urbain
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
OCDE	Organisation de Développement et de Coopération économique
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
OIM	Organisation Internationale des Migrations
ONU FEMMES femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONU HABITAT	Programme des Nations Unis pour les établissements humains
OSC	Organisation de la Société Civile
PBF	Fonds pour la Consolidation de la Paix
PBSO	Peacebuilding Support Office
PDI	Personne Déplacé Interne
SPSS	Statistical Package for Social Sciences
TDR	Termes de Référence
TDR	Termes de Référence
UGP	Unité de Gestion du Projet
UNCT	Equipe Pays des Nations Unies (United Nations Country Team)
UNEG	United Nations Evaluation Group

RESUME EXECUTIF

Le projet PBF objet de la présente évaluation a été financé par le PBSO, grâce à un budget de 2.000.000 USD, et sur une période de 24 mois. L'exécution de ce projet est assurée par ONU HABITAT et ONU FEMMES en appui des partenaires de mise en œuvre supplémentaires comme African Women Leadership Network (AWLN, OSC locale), Association des Amoureux du Livre (ASSOAL, OSC locale), le secteur privé et les différents services de l'Administration Publique.

Le projet qui vise impliquer les PDI et les communautés d'accueil à la gouvernance locale pour promouvoir la prévention et la résolution pacifique des conflits liés à l'accès à la terre, au logement et au marché a été bâti autour de trois résultats :

- **Résultat 1** : Réduction des risques de détérioration des conflits entre les déplacés internes et les communautés d'accueil liés à la concurrence et aux tensions sur les opportunités économiques, les terres et le logement.
- **Résultat 2** : Capacités améliorées des gouvernements locaux à résoudre les conflits de causes structurelles induits ou exacerbés par le déplacement en collaboration avec les autorités locales, traditionnelles et religieuses, les organisations communautaires et la police.
- **Résultat 3**: Confiance accrue entre les personnes déplacées, les communautés d'accueil et le gouvernement local grâce à une meilleure inclusion civique et à la sécurité de la communauté.

Les agences de mise en œuvre ont recruté un consultant chargé de réaliser l'étude de référence des indicateurs en vue du lancement dudit projet. La mission a suivi plusieurs étapes, dont deux réunions de cadrage et une mission de terrain dans les zones d'intervention du projet

Sur le plan qualitatif les constats globaux ont été les suivants :

- Très peu d'activités visant la prévention et la résolution pacifique des conflits liés à l'accès à la terre, au logement et au marché ont été engagées dans les communes concernées.



Sensibilisation et Formation des volontaires municipaux à la médiation communautaire pour la résolution de conflits et la cohésion sociale à Bafoussam III

- L'absence d'informations documentées sur le sujet rend difficile l'inventaire de ce qui a été fait jusqu'ici pour mitiger les effets de ces conflits dans les zones de mise en œuvre du projet.
- Le manque des compétences qualifiées dans les communes ne permet de traiter avec efficacité les informations disponibles sur le sujet et par conséquent, rend flou toute tentative d'information

Par rapport à la situation de référence de l'indicateur 1a du résultat 1, l'on note que dans les zones de mise en œuvre du projet, seulement 2,8% de PDI et 26,6% des membres des communautés d'accueil parmi lesquels 14,5% d'hommes, 14,9% de femmes et 0,3% sont propriétaires de terre, alors que 16,3% PDI et 9,2% des membres des communautés d'accueil dont 9,5% d'hommes et 16% et 3% personnes de femmes bénéficient d'un logement conforme aux normes¹. Pour les individus interrogés qui exercent les activités commerciales, 15,9% de PDI et 12% e des membres de la communauté d'accueil dont 10,6% d'hommes et 17,3% de femmes exercent à l'intérieur d'un marché. Pour ce qui est de l'âge de la population cible du projet, la tranche d'âge de 18 à 30 ans possède 8.5% de propriétaires de terre, 6,8%

¹ Le mot norme fait ici référence à l'absence de risques liés à la sécurité et la santé, ainsi que ceux relatifs à la présence d'animaux nuisibles et de parasites



Femme Mbororo cultivatrice sur des espaces de terre en location à Babadjou

de bénéficiaires d'un logement conforme aux normes et 6,6% qui exercent à l'intérieur du marché.

Pour l'indicateur 2a du résultat 2, la situation de référence sur la prise en compte des besoins de la population cible par les gouvernements locaux est la suivante : 46,7% des PDI et 20% des membres de la communauté d'accueil de la commune de Douala IV reconnaissent que leurs besoins sont mieux pris en compte par le gouvernement local contre 33,8% de PDI et 27,3% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Loum, 15,9% de PDI et 17,2% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Bafoussam, 31,6% de PDI et 27,6% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Dschang et 15,8% de PDI et 19,4% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Babadjou.

Pour ce même résultat 2, la situation de référence de l'indicateur 2b montre qu'aucune institution locale, y compris les organisations de femmes et de jeunes dans chaque commune n'a reconnu qu'elle était satisfaite de la promotion de la prévention des conflits et de la réponse aux conflits dans les espaces publics et les institutions. Enfin, pour l'indicateur 2c, la mission a identifié la présence de 20% de représentants féminins dans les dialogues locaux, les processus de résolution des conflits et de prévention de l'insécurité dans la commune de Douala IV contre 40% dans la commune de Loum, 42% dans la commune de Bafoussam III, 25% dans la commune de Dschang et 33% dans la commune de Babadjou.

Pour ce qui est de la situation de référence de l'indicateur 3a du résultat 3, 12,6% de PDI et 2,2% des membres de la communauté d'accueil de la population cible du projet dans la commune de Douala IV reconnaissent utiliser l'administration publique/locale pour gérer ses problèmes liés à l'accès à la terre contre 10,5% de PDI et 1,1% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Loum, 4% de PDI et 3,7% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Bafoussam III, 9,5% de PDI et 4% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Dschang et 3,4% de PDI et 2,2% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Babadjou. Par contre pour les problèmes liés à l'accès au logement, 11,4% de PDI et 2,5% des membres de la communauté d'accueil de la population cible du projet dans la commune de Douala IV reconnaissent utiliser l'administration publique/locale pour les gérer contre 10,5% de PDI et 1,9% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Loum, 4,3% de PDI et 43% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Bafoussam III, 4% de PDI et 1,8% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Dschang et 2,5% de PDI et 2,5% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Babadjou.

Pour ce même résultat 3, la situation de référence de l'indicateur 3b montre que 37,9% de PDI et 2,9% des membres de la communauté d'accueil de la population cible du projet dans la commune de Douala IV perçoivent une équité dans l'accès à la terre et au droit au logement contre 36,4% de PDI et 26% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Loum, 0% de PDI et

9,4% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Bafoussam III, 34,2% de PDI et 28,9% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Dschang et 21,1% de PDI et 29% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Babadjou.

Enfin pour la situation de référence de l'indicateur 3c de ce résultat 5,5% de PDI et 22,2% des membres de la communauté d'accueil de la population cible du projet a un revenu supérieur ou égal à la moyenne (88 244, 5 F CFA) dans la commune de Douala IV contre 22,2% de PDI et 48,8% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Loum, 21,8% de PDI et 28,1% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Bafoussam, 15,8% de PDI et 28,9% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Dschang et 5,5% de PDI et 22,2% des membres de la communauté d'accueil dans la commune de Babadjou.

Pour assurer la cohérence dans la mise en œuvre du projet PBF, les recommandations ci-dessous ont été formulées à l'attention de l'UG :

- Mettre en place dans chaque commune pour un système d'information fiable pour suivre et documenter l'évolution des conflits liés à l'accès à la terre, aux logements et dans les marchés
- Renforcer la compétence du personnel des communes pour pouvoir suivre et gérer les informations provenant des cadres de dialogue qui seront mis en place dans les quartiers pour faire progresser la participation communautaire à la décentralisation et au multiculturalisme

Par ailleurs, il s'avère nécessaire de veiller à la mise à niveau des systèmes d'information respectifs des partenaires de mise en œuvre, afin qu'elle puisse renseigner les indicateurs retenus dans le Plan de suivi-évaluation (nombre de litiges identifiés, implication des femmes et des jeunes et des handicapés, évolution de revenu des bénéficiaires etc.). La formation des acteurs devra insister sur cette question.

Enfin, quelques indicateurs sont importants à reformuler afin qu'ils soient en phase avec le contexte et la facilité de mesure. Il s'agit notamment de l'indicateur de l'extrait 3.3. 7 : « Responsables locaux des appels d'offres publics, institutions de microfinance ou bancaires satisfaits du rôle/plaidoyer municipal pour accroître l'accès de très petites et petites entreprises ou coopératives au crédit et au contrat municipal » reste flou et serait plus mesurable s'il est reformulé de la manière suivante : « Nombre de Responsables locaux des appels d'offres publics, institutions de microfinance ou bancaires satisfaits du rôle/plaidoyer municipal pour accroître l'accès de très petites et petites entreprises ou coopératives au crédit et au contrat municipal »

Il en est de même de l'indicateur 1.1.3.1 relatifs à la superficie des zones de pâturage. En effet, plusieurs communes possèdent actuellement des zones de pâturages dont les superficies ne sont pas connues car relevant de l'expertise des services spécialisés du MINDCAF et qui ne sont pas concernés par le projet, ce qui constitue un risque de goulot d'étranglement. Il serait plus judicieux de reformuler cet indicateur en retenant le nombre : « Nombre de zones agricoles et pastorales dont les Superficies ont été délimitées précisées par les autorités publiques locales et les chefs traditionnels pour réduire les conflits ».



Marché principal de Dschang

1

INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

Dans les régions du Nord et du Sud-Ouest du Cameroun, la crise sociopolitique qui s'est progressivement transformée en conflit armé avec des affrontements entre groupes armés et armée nationale entre maintenant dans sa sixième année. Ces affrontements ont fait à ce jour environ 2 000 morts, ainsi que la destruction de nombreuses maisons et autres propriétés, ainsi que des bâtiments abritant des services sociaux. Le conflit a en outre entraîné une réduction de l'offre des services publics, la destruction de propriétés et a eu un impact significatif sur les opportunités économiques, cela en plus des impacts de la Covid-19 sur le vécu des populations.

L'impact le plus visible de ce conflit est le déplacement massif de population vers les autres régions du pays et du Nigeria dont une partie de sa frontière avec le Cameroun passe par ces régions. Selon les Nations Unies, la crise a entraîné le déplacement de 65 500 personnes vers le Nigeria (UNHCR, Nigeria : Enregistrement des réfugiés camerounais, 30 juin 2021) et 712 800 à l'intérieur du Cameroun. Parmi les déplacés internes (PDI) en dehors des deux régions en crise, 80% ont trouvé refuge dans les régions de l'Ouest (162 726) et du Littoral (80 925) (OCHA, OIM et CHOI, MSNA août et septembre 2020).

Dans les régions du Littoral et de l'Ouest, les déplacés internes ont trouvé un contexte déjà caractérisé par des déficits de gouvernance et la rareté des terres (notamment à l'Ouest la région la plus petite pourtant la plus densément peuplée du pays). Leur arrivée entraîne des répercussions sur la cohésion sociale au niveau individuel, économique, socioculturel et sociopolitique. La cohésion sociale tendue s'est matérialisée principalement autour de la terre, du logement et de la sécurité.

Les conflits liés à la terre comprennent les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les différends entre individus, familles ou communautés concernant les limites, les transactions, l'agriculture et l'utilisation productive des parcelles. L'arrivée de personnes déplacées dans les communautés d'accueil a accru la demande de logements dans les villes des régions de l'Ouest et du Littoral, dans un contexte où le marché du logement était déjà tendu.

Pour pallier ces facteurs de conflit, cinq maires et gouverneurs desdites régions ont exprimé leur intérêt à voir leurs communes être accompagnées dans la recherche de solutions adaptées aux problèmes de terre, du logement et de la sécurité auxquels les PDI font face dans leurs localités

respectives. Pour répondre à ces attentes, le projet « Tirer parti de la participation communautaire à la gouvernance locale pour une prévention et une résolution efficace des conflits dans les régions du Littoral et de l'Ouest affectées par la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun » a été mis sur pied par et ONUFEMES et ONUHABIT sur financement par le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF).

Le projet PBF objet de la présente évaluation a été financé par le PBSO, grâce à un budget de 2.000.000 USD, et sur une période de 24 mois. L'exécution de ce projet est assurée par ONU-HABITAT et ONU-FEMMES en appui des partenaires de mise en œuvre supplémentaires comme African Women Leadership Network (AWLN, OSC locale), Association des Amoureux du Livre (ASSOAL, OSC locale), le secteur privé et les différents services de l'Administration Publique.

1.2 Objectifs de l'étude de base du projet PBF

Cette étude de base vise deux objectifs principaux. Dans un premier temps elle se concentrera sur la réalisation de la situation de référence du projet, tout en incluant une analyse sectorielle approfondie de chaque la zone d'intervention et accordant une grande importance à l'aspect genre. Ensuite, les informations obtenues permettront au besoin d'amender ou de redéfinir le cadre de résultats du projet PBF au niveau de l'impact, des résultats et des produits.

1.3 But de l'étude de base

Le but premier de cette étude est d'établir la situation de référence des conditions de vie des personnes déplacées internes de la crise anglophone dans leur localité d'accueil et les relations avec les communautés hôtes en vue de renseigner les indicateurs de base des résultats du projet « Tirer parti de la participation communautaire à la gouvernance locale pour une prévention et une résolution efficace des conflits dans les régions du Littoral et de l'Ouest affectées par la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun » (PBF). Elle permettra de faire un état des lieux de la situation actuelle des personnes déplacées internes (PDI) et des membres des communautés hôtes des localités d'accueil par rapport aux besoins adressés par ce projet financé par le PBSO, en vue d'apprécier les changements qui vont être apportés par chaque composante pendant et après sa mise en œuvre, de réviser au besoin le cadre de

résultat et aussi identifier les actions et activités qui peuvent assurer la durabilité des acquis après la fin de sa vie. Comme il s'agit d'une évaluation baseline, cette étude de référence a aussi une autre finalité, celle de renseigner quantitativement et qualitativement les partenaires de mise en œuvre sur les résultats escomptés par le projet par rapport à la situation de référence.

1.4 Méthodologie

Suivant une démarche méthodologique qui a privilégié une approche participative et consultative garantissant une collaboration étroite entre tous les acteurs impliqués, cette étude de base a été réalisée grâce à l'utilisation d'une approche double. D'un côté, elle a été orientée vers la satisfaction des besoins en informations des indicateurs manquants du projet PBF grâce à la consultation des bénéficiaires direct et indirect de ses services, des administrations impliquées, et des collectivités locales qui couvrent les zones de mise en œuvre.

D'un autre côté, cette étude de base a été menée suivant les normes d'évaluation du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE), de l'OCD, d'ONU HABITAT, des mécanismes de suivi évaluation axée sur l'équité et sensible au genre d'ONU FEMMES, ainsi les outils utilisés dans le cadre de l'étude sur l'axe d'intervention par Harvard Humanitarian Initiative.

La mise en œuvre de cette étude de base a reposé sur l'utilisation d'une combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives dont les spécificités ont été prises en compte tout au long du processus, à partir de l'élaboration du cadre conceptuel jusqu'à la collecte et l'analyse des données, ainsi que la dissémination des résultats, tout cela dans un souci de triangulation des informations obtenues. Il en a été de même pour les considérations de genre qui ont été intégrées dans la recherche et l'analyse de chaque composante de l'étude.

Pour garantir la qualité des produits et pour s'assurer du respect des normes et principes, cette méthodologie y compris les outils, a été opérationnalisée en tenant compte des contraintes sanitaires liées au contexte actuel de la pandémie du COVID-19.

La revue documentaire conduite pendant la première phase de ce mandat et orientée par les directives des deux approches de cette étude a contribué à l'identification des questions qui ont permis de mieux répondre aux attentes formulées dans les TDRs. Pour répondre d'une façon crédible et rigoureuse à chacune des questions retenues dans les outils de collecte des données de l'étude et dans un souci de triangulation, plusieurs méthodes ont été utilisées lors de la collecte de données, notamment :

- Les entretiens individuels² en situation de face à face ou grâce à l'utilisation des plateformes virtuelles (téléphone/WhatsApp/Zoom) avec les personnes-ressources clés à Yaoundé appartenant aux organisations suivantes : AWLN, ASSOAL, équipe de gestion du projet, Comité de pilotage du projet, Premier Ministère, MINAT, MINH DU, MINPROFF MINDCAF, I FICOM, etc.)
- Les entretiens individuels en situation de face à face ou grâce à l'utilisation des plateformes virtuelles (téléphone/WhatsApp/Zoom) avec les parties prenantes des zones de mise en œuvre du projet : préfectures, sous-préfectures, communes, OSC, chefs traditionnels/de quartiers, leaders d'associations communautaires, etc. ;
- Une enquête par sondage³ a été réalisée auprès d'un échantillon d'individus recrutés parmi les PDI et les membres des communautés d'accueil des zones de mise en œuvre du projet PBF. Pour faciliter la collecte des données, des enquêteurs ont été recrutés et formés sur l'éthique de la recherche en sciences sociales et l'utilisation de l'application Kobotoolbox. La collecte des données quantitative a été effectuée simultanément dans les 5 zones d'étude.
- Les outils de collecte des données qui ont été utilisés par le consultant dans le cadre de cette étude comprenaient des guides d'entretien pour la recherche qualitative et un questionnaire intégré à l'application Kobotoolbox pour la recherche quantitative.
- L'analyse des données qualitatives a été conduite par la méthode d'analyse du contenu grâce au logiciel d'analyse MAXQDA tandis que les données quantitatives ont été analysées par les logiciels SPSS et Excel.

2 Les entretiens individuels ont été utilisés pour mesurer les indicateurs de résultats 1.1.c, 1.2.b, 1.3.b, 1.3.c, 2.1.a, 2.2.b, 2.2.c, 2.2.d, 2.3.a, 2.3.b, 3.1.b, 3.1.c, 3.2.a, 3.2.b, 3.2.c, 3.3.a, 3.3.b, 3.3.c et des extraits 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.1.4, 1.1.5, 1.2.1, 1.2.2, 1.2.4, 1.3.1, 1.3.2, 1.3.3, 1.3.5.1, 2.2.1 à 2.2.6, 2.3.1 à 2.3.6, 3.1.1 à 3.1.3, 3.1.5 et 3.1.6, 3.2.1, 3.2.5 et 3.2.6, 3.3.1 à 3.3.3, 3.3.5 et 3.3.7.

3 L'enquête par sondage a été utilisée pour mesurer les indicateurs de résultats 1.a, 1.1.a, 1.1.b, 1.2.a, 1.3.a, 2.a, 3.a, 3.b, 3.c, 3.1.a, 3.3.d et des extraits 1.1.6.1, 1.1.4.2, 1.2.3, 1.3.4.1, 1.3.4.2, 1.3.5.2, 3.1.4, 3.2.2 à 3.2.4, 3.3.4 et 3.3.6

2

ALIGNEMENT ET JUSTIFICATION DE LA METHODOLOGIE

2.1 Justification des méthodes et des techniques utilisées

La méthodologie qui a été adoptée pour cette étude a été participative et consultative. En effet, les différentes parties prenantes ont pu donner des orientations sur le choix de la démarche et des outils de collecte de données à utiliser au cours de 2 réunions qui se sont tenues avant la descente sur le terrain.

2.1.1 Rencontres de cadrage

Tenue le 11 mars 2022 de 15 h à 16 h 30 par visioconférence, cette rencontre a réuni les membres du comité de gestion du projet et le consultant pour plancher sur les principaux points suivants :

- La présentation du projet PBF et l'importance de l'étude de base pour sa mise en œuvre ;
- Les directives pour la conception de l'approche méthodologique et la collecte des données sur le terrain ;
- L'échéance de réalisation de l'étude

2.1.2 Présentation de la méthodologie de l'étude aux différentes Parties prenantes du projet PBF

Sur la base des conclusions et recommandations de la rencontre de cadrage, le consultant a conçu et présenté à l'équipe de gestion du projet PBF un rapport initial pour le démarrage de la mission au cours d'une réunion qui s'est tenue le 05 avril 2022 par visioconférence. Cette rencontre lui a permis de présenter la méthodologie de l'étude ainsi que les outils de collecte des données au comité de gestion du projet PBF. Cette présentation a fait l'objet d'échanges ayant abouti principalement à la révision de l'approche à utiliser pour la collecte des données, surtout pour satisfaire à l'urgence de la disponibilité de ces informations pour le lancement des activités du projet PBF et respecter le calendrier très serré de réalisation de l'étude (21 jours ouvrables). Les directives sur la restructuration du questionnaire en fonction des objectifs du projet et la présentation du plan de suivi évaluation dans le rapport de l'étude lui ont également été données.

2.2 Alignement de la méthodologie avec le cadre logique du projet

Pour opérationnaliser la méthodologie de cette étude de base, la matrice suivante en rapport avec la logique d'intervention du projet telle que définie dans le cadre logique du projet a été retenue.

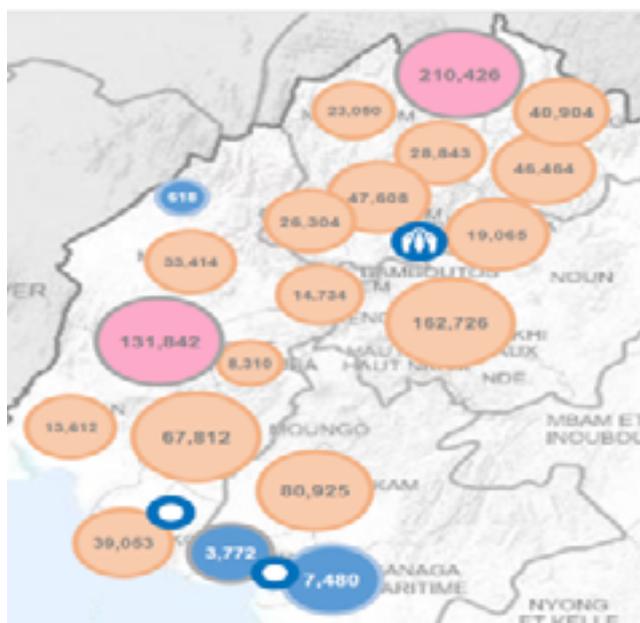
2.3 Stratégie d'échantillonnage

Première Etape :

Sur la base des informations contenu dans le document de projet, nous avons retenu les départements du Wouri, du Mungo, de la Mifi, de la Menoua et des Bamboutos comme étant des localités où la majorité de groupe cibles résident et où le projet sera mis en œuvre.

Compte tenu de la concentration des groupes cibles dans ces départements et du choix effectué lors de la conception du projet, les communes de Douala IV, Loum, Bafoussam III, Dschang et Babadjou ont été retenues.

Cartographie des PDI de la crise anglophone dans les régions du Cameroun, janvier 2022



Source : OCHA, IOM, 2021

Tableau 1 : Matrice de l'étude de référence en lien avec le cadre logique du projet

Résultats/ activités	Indicateurs de résultats du CL + Cible	Méthodes de Collecte	Sources de Vérification	Méthode d'analyse des données collectées	Méthode de calcul de l'indicateur	Fréquence de collecte
Résultat 1/ activités	Indicateurs du résultat 1 Cibles du résultat 1	Enquête par sondage Entretiens	Questionnaire pour les PDI et membres de la communauté d'accueil	Analyse uni et bi variée avec calcul des fréquences et scores moyens	Effectif observé/ Effectif total Somme (Note proposée x nombre de répondants ayant optés pour ce choix / nombre total de répondant) Quotient de toutes les moyennes de la série obtenue/ nombre des valeurs	Mensuelle/ annuelle
	Indicateurs produits 1 Cibles des produits 1		Guide d'entretiens	Analyse du contenu	Méthode de comptage	
Résultat 2/ activités	Indicateurs du résultat 2 Cibles du résultat 2	Enquête par sondage Entretiens	Questionnaire pour les PDI et membres de la communauté d'accueil	Analyse uni et bi variée avec calcul des fréquences et scores moyens	Effectif observé/ Effectif total Somme (Note proposée x nombre de répondants ayant optés pour ce choix / nombre total de répondant) Quotient de toutes les moyennes de la série obtenue/ nombre des valeurs	Mensuelle/ annuelle
	Indicateurs produits 2 Cibles des produits 2		Guide d'entretiens	Analyse du contenu	Méthode de comptage	
Résultat 3/ activités	Indicateurs du résultat 3 Cibles du résultat 3	Enquête par sondage Entretiens	Questionnaire pour les PDIs et membres de la communauté d'accueil	Analyse uni et bi variée avec calcul des fréquences et scores moyens	Effectif observé/ Effectif total Somme (Note proposée x nombre de répondants ayant optés pour ce choix / nombre total de répondant) Quotient de toutes les moyennes de la série obtenue/ nombre des valeurs	Mensuelle/ annuelle
	Indicateurs produits 3 Cibles des produits 3		Guide d'entretiens	Analyse du contenu	Méthode de comptage	

Toutefois, compte tenu des difficultés de transport et des contraintes de temps, le consultant a retenu uniquement dans le cadre de l'échantillonnage les communes et les quartiers à forte concentration des PDI de la crise anglophone. Par conséquent, la stratégie d'échantillonnage a reposé uniquement sur la liste des sites d'intervention du Projet dans les communes de Douala IV, Loum, Bafoussam III, Dschang et Babadjou dans les départements du wouri, du Mungo, de la Mifi, de la Menoua et des Bamboutos.

Dans les cinq communes retenues, le consultant les a stratifiées la population à interroger par zone d'urbanisation et quartiers à forte concentration des groupes de bénéficiaires attendus du projet⁴ (tableau 2).

Deuxième Etape :

Pour chacune des cinq « strates » et sur la base des discussions entre le consultant et les points focaux du projet PBF dans les communes par rapport aux quartiers à forte concentration des PDI, le consultant a procédé à la sélection des sites spécifiques où s'est déroulée l'étude de la manière suivante :

a) Sites PDI et communautés hôte dans les zones rurales :

Comme le but primaire de cette étude est de faire l'état des lieux des conditions de vie des PDI et des populations d'accueil en milieu rural, les sites proposés par le consultant où l'enquête a eu lieu sont les suivants : Mpondo, Nassif, Mingmeto et ses environs (Nguï vallée et paid ground), Bahua, Balepo.

b) Sites PDI et communautés hôte dans des zones périurbaines

Sur la base de la concentration des PDI dans les sites de mise en œuvre du projet en zone péri-urbaine, les sites proposés par le consultant où l'enquête a eu lieu sont les suivants : Bodjongo, Kouogouo village A, Dimithe et Tchoualé.

c) Sites PDI et communautés hôte dans des zones urbaines

Comme l'étude couvre également les zones urbaines des villes où les PDI sont installés, les sites proposés par le consultant où l'enquête a eu lieu sont les suivants : Mabanda/Bilingue, Kamkop V, Ngodi 2 et Tsinkop.

Tableau 2 : Répartition des bénéficiaires du projet dans les villes et communes retenues pour la mise en œuvre du projet

Ville	Commune	Déplacés et membres des communautés hôte dans une zone urbaine	Déplacés et membres des communautés hôte dans une zone péri-urbaine	Déplacés et membres des communautés hôte dans une zone rurale
Douala	Douala IV	Quartiers : Mabanda/Bilingue	Quartiers : Bodjongo, Ndobbo	
Bafoussam	Bafoussam III	Quartier : Kamkop V	Quartiers : Kouogouo village A, Ngouache II	
Loum	Loum	Quartier : Ngodi 2	Quartier : Dimithe	Quartiers : Mpondo, Nassif
Dschang	Dschang	Quartier : Tsinkop	Quartier : Tchoualé	Quartier : Mingmeto et ses environs (Nguï vallée et paid ground)
Badadjou	Babadjou			Quartiers : Bahua, Balepo, Bamedjingha, Bawa

⁴ Le choix des sites de l'étude a été effectué sur la base des informations disponibles dans le document de projet. La réalisation du document de projet a tenu compte de l'expertise des communes et des chefs traditionnels et de quartier pour déterminer les zones à forte concentration des PDI de la crise anglophone.

Tableau 3 : Répartition de l'échantillon en fonction des localités identifiées pour l'enquête par sondage

Villes	Déplacés dans les zones urbaines	Déplacés dans les zones périurbaines	Déplacés dans les zones rurales
Douala	Mabanda/Bilingue = 30	Bodjongo=16 Ndobo= 16	
Loum	Ngodi 2= 15	Dimithe= 15	Mpondo =14 Nassif =14
Bafoussam	Kamkop V= 30	Kouougou village A = 16 Ngouache II= 16	
Dschang	Tsinkop= 20	Tchoualé =20	Mingmeto et ses environs (Nguï vallée et paid ground)= 20
Babadjou			Bachua=15, Balepo=15, Bamedjinhga=14 Bawa=14

Tableau 4 : Répartition de l'échantillon en fonction de la profession

Villes	Commerçants	Agriculteurs	Eleveurs	Autres métiers
Douala	37	0	0	25
Loum	10	38	5	5
Bafoussam	37	12	3	10
Dschang	18	18	6	18
Babadjou	12	30	6	10
Total	114	98	20	68

Troisième Etape :

Une fois que les sites d'étude ont été identifiés le consultant a procédé à sélection des répondants destinés à la fois aux enquêtes quantitatives et qualitatives de la manière suivante :

- Pour l'enquête qualitative, le consultant a opté pour un échantillon intentionnel, c'est-à-dire un échantillon qui n'est pas tiré au hasard, mais plutôt en fonction de la capacité des personnes interrogées à fournir des informations sur des sujets assez précis concernant les conditions de vie des PDI dans les zones de mise en œuvre du projet.
- Pour l'enquête par sondage et pour faire face aux contraintes de temps, de la taille de la population à atteindre et des ressources disponibles, un échantillon de 300 individus⁵,

dont 20% dans chaque ville a été retenu. La sélection des individus à interroger a été effectuée par tirage au hasard, suivant une répartition de l'échantillon selon la méthode des quotas et suivant les critères de discrimination sociodémographiques constitués par le sexe, l'âge, la profession et le lieu de résidence (voir tableaux 4, 5 et 6)

Compte tenu de la proportion des bénéficiaires que le projet vise à atteindre, le consultant a retenu pour la constitution de l'échantillon et dans chaque strate les quotas suivants :

- PDI : 60%
- Populations de la communauté d'accueil : 40%
- Jeunes hommes et femmes (18 à 30 ans) : 25%
- Homme (30 et +) : 15%
- Femmes (30 et +) : 25%
- Personnes vulnérables (handicapés et autres) : 10%

⁵ La taille de cet échantillon a été déterminée dans un souci de respect des principes de la loi normale pour réduire significativement l'erreur à 2% tout en maintenant l'intervalle de confiance à 5%.

3

**PRINCIPAUX
RESULTATS
OBTENUS**

3.1. Valeurs de référence des indicateurs pour les résultats

3.1.1 Valeur de référence pour le résultat 1

Ce résultat 1 est intitulé : Réduction des risques de détérioration des conflits entre les déplacés internes et les communautés d'accueil liés à la concurrence et aux tensions sur les opportunités économiques, les terres et le logement.

Au niveau de ce résultat, un (01) indicateur a été caractérisé :

- **Proportion de la population cible reconnaissant un accès plus inclusif aux opportunités socio-économiques (terre, logement, marché, etc.) (1.a)**

L'indicateur 1.a a été déterminé pour la période de référence qui s'étend jusqu'à avril 2022. Cette

proportion a été calculée en tenant compte de l'ensemble des populations interrogées (PDI et membres des communautés d'accueil). Il a donc été considéré la période allant du début de l'arrivée des PDI dans les zones considérées jusqu'à avril 2022. La formule ci-dessous a été appliquée pour déterminer cette proportion.

Proportion des populations cibles reconnaissant un accès plus inclusif aux opportunités socio-économiques (terre, logement, marché, etc.)

= *(Nombre de personnes qui déclarent être propriétaire (de la terre plantation, terrain constructible, etc.) bénéficiaires d'un logement ou exerçant dans un marché/Nombre de personnes interrogées) x 100*

Tableau 5 : Proportion de la population cible reconnaissant un accès plus inclusif aux opportunités socio-économiques

Proportion		Propriétaire de la terre (plantations, terrains constructibles, etc.)		Bénéficiaire d'un logement qui est conforme aux normes ⁶		Commerçant qui exerce son activité dans un marché	
		Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Statut	PDI	0,6%	2,2%	4,9%	11,4%	5,3%	10,6%
	Communauté hôte	13,9%	12,7%	4,6%	4,6%	5,3%	6,7%
	Total	14,5%	14,9%	9,2%	16%	10,6%	17,3%
Age	18 à 30 ans	2,2%	6,3%	1,9%	4,9%	1,3%	5,3%
	30 ans et +	13,3%	7,5%	7,7%	10,8%	9,3%	12,0%
	Total	15,5%	13,8%	9,6%	15,7%	10,6%	17,3%
Etat physique	Handicapé	0,0%	0,3%	1,9%	1,1%	2,7%	1,3%

Source : Résultats de l'enquête par sondage réalisé dans les communes de mise en œuvre du projet

⁶ Les normes font ici référence à une absence de risques liés à la sécurité et la santé, ainsi que ceux relatifs à la présence d'animaux nuisibles et de parasites

Produit 1.1 : Les communautés locales (hôtes et PDI, en particulier les femmes) ont accès aux ressources foncières disponibles, durablement sécurisées et utilisées pour la pratique d'activités agropastorales

Au niveau du résultat de ce produit 1.1 trois (3) indicateurs ont été caractérisés :

- Proportion de personnes déplacées (y compris les femmes et les jeunes) qui ont un accès durable aux terres agricoles (1.1.a).
- Proportion d'éleveurs ayant un accès durable aux pâturages (1.1.b).
- Réduction du taux de conflits entre agriculteurs et éleveurs, locataires et propriétaires (1.1.c).

Produit 1.2 : Les personnes déplacées, en particulier les femmes et les enfants, ont accès à des conditions de logement décentes et les relations locataires/propriétaires s'améliorent grâce à un meilleur accompagnement de la municipalité

Au niveau du résultat de ce produit 1.2 deux (2) indicateurs ont été caractérisés :

- Nombre de personnes déplacées ayant accès à un logement décent et à des services d'assainissement de base (1.2.a).
- Réduction du taux de conflits locataire/propriétaire (1.2.b).

Produit 1.3 : Des mécanismes de prévention des tensions dans les espaces de marché liés à la fiscalité sont promus sous l'égide des organisations de femmes et de jeunes

Au niveau du résultat de ce produit 1.3 trois (3) indicateurs ont été caractérisés :

- Proportion de personnes déplacées ciblées qui ont accès à des points de vente (1.3.a).
- Nombre de litiges enregistrés sur les places de marché (Hôtes et PDI) (1.3.b).
- Formalisation des processus de taxes municipales (1.3.c).

Valeurs de référence pour les indicateurs 1.1.a, 1.1.b et 1.3.a

Les indicateurs 1.1.a, 1.1.b et 1.3.a qui consistaient à calculer une proportion ont été déterminés pour la période de référence qui s'étend jusqu'à mars 2022. Ces proportions ont été calculées en tenant compte des PDI qui sont propriétaires des terres agricoles, des éleveurs qui ont un accès aux zones de pâturages et des PDI qui ont accès aux points de vente dans les communes de mise en œuvre du projet. Il a donc été considéré la période allant du début de l'arrivée des PDI dans les zones considérées jusqu'en mars 2022. La formule ci-dessous a été appliquée pour déterminer 1.1.a et 1.1.b.

Proportion [PDI qui ont un accès (durable à la terre agricole/aux points de vente) /éleveurs qui ont un accès aux zones de pâturage]

= [Nombre de déplacés internes par âge et sexe qui déclarent être propriétaires d'une plantation (avoir accès aux points de vente)/éleveurs qui déclarent avoir accès aux zones de pâturages]

Nombre d'individus interrogés) x 100

La formule ci-dessous a été utilisée pour calculer l'indicateur 1.3.a

Proportion de personnes déplacées ciblées qui ont accès à des points de vente dont

= (Nombre de PDI commerçants qui ont accès aux zones de vente en détail / nombre des commerçants PDI interrogés x 100

Tableau 6 : Indicateurs 1.1.a, 1.1.b et 1.3.a

Indicateur 1.1.a								
		Commune						
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou		
Sexe	Homme	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	7,2%		
	Femme	1,7%	2,1%	6,7%	2,1%	6,1%		
	Total	1,7%	2,1%	6,7%	2,1%	13,3%		
Age	Entre 18 et 30 ans	0,0%	2,1%	0,0%	0,0%	6,1%		
	30 ans et plus	1,7%	0,0%	6,7%	2,1%	7,2%		
	Total	1,7%	2,1%	6,7%	2,1%	13,3%		
Indicateur 1.1.b								
Sexe	Homme	2,9%	0,0%	0,0%	0,0%	5,0%		
	Femme	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
	Total	2,9%	0,0%	0,0%	0,0%	5,0%		
Age	Entre 18 et 30 ans	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,0%		
	30 ans et plus	2,9%	0,0%	0,0%	0,0%	3,0%		
	Total	2,9%	0,0%	0,0%	0,0%	5,0%		
Indicateur 1.3.a								
		Nombre de PDI commerçant interrogés		Nombres de PDI commerçants qui ont accès aux zones de vente en détail		Proportion de PDI qui a accès aux zones de vente en détail		
		Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	
Commune	Douala IV	5	6	2	2	18,18%	18,18%	
	Loum	2	5	1	2	14,3%	28,6%	
	Bafoussam III	6	7	2	4	15,4%	30,8%	
	Babadjou	5	4	1	2	11,1%	22,2%	
	Dschang	6	5	1	3	9,1%	27,3%	
	Total	24	27	7	13	13,7%	25,5%	
	Age	18 et 30 ans	30 ans et +	18 et 30 ans	30 ans et +	18 et 30 ans	30 ans et +	
Commune	Douala IV	8	3	3	1	27,3%	9,1%	
	Loum	4	3	2	1	28,6%	14,3%	
	Bafoussam III	5	8	4	2	30,8%	15,4%	
	Babadjou	5	4	3	0	33,3%	0%	
	Dschang	7	4	2	2	28,6%	28,6%	
	Total	29	22	14	6	27,4%	11,7%	

Source : Résultats de l'enquête par sondage réalisé dans les communes de mise en œuvre du projet

Valeurs de référence pour les indicateurs 1.1.c et 1.2.b

La détermination des indicateurs 1.1.c et 1.2.b qui consistaient à calculer les taux de conflits limitée à la période de référence couvrant mars 2021 à mars 2022. Ce taux a été calculé par type de conflits ayant été enregistré dans la commune les de mise en œuvre du projet. Cependant l'existence des conflits entre agriculteurs et éleveurs n'ont été constatés que dans la commune de Babadjou, Il a été donc considéré la moyenne annuelle de tous les conflits enregistrés

au cours des trois dernières années précédant la période de référence et ceux au cours de la période de référence. La formule ci-dessous a été appliquée pour déterminer ces taux de réduction.

Taux Réduction du taux de conflits entre agriculteurs et éleveurs/locataires et propriétaires

$$\frac{\text{Nombre de conflits période de référence} - \text{Nombre moyen de conflits avant période de référence}}{\text{Nombre de conflits période de référence}} \times 100$$

Tableau 7 : Indicateurs 1.1.c et 1.2.b

Indicateur 1.1.c									
Types de conflits	Nombre moyen des conflits trois années précédant l'année de référence			Nombre total de conflits à l'année de référence 2021- 2022			Taux de réduction de conflits (%)		
Conflits liés aux dégâts de cultures	12			8			20 %		
Conflits liés à l'occupation des pistes à bétail	0			0			0 %		
Conflits liés au vol de bétail	3			1			0%		
Conflits liés à l'occupation des zones délimités à des fins pastorales	0			0			0%		
Conflits liés à l'utilisation des points d'eau	0			0			0%		
Total	15			9			20%		
Indicateur 1.2.b									
Types de conflits	Nombre moyen des conflits trois années précédant l'année de référence			Nombre total de conflits à l'année de référence 2021- 2022			Taux de réduction de conflits		
	Douala IV	Bafoussam III	Loum	Douala	Bafoussam III	Loum	Douala	Bafoussam III	Loum
Concurrence pour l'accès aux points d'eau clairs communs et aux toilettes aux heures de cueillette de la journée (principalement dans les matins et soirs)	0	0	14	0	0	8	0%	0%	75%
Insuffisance de l'élimination des déchets	0	0	7	0	0	5	0%	0%	40%
Manque de revenus ou mauvaise foi locataires pour payer le loyer	35	17	11	42	32	8	0%	0%	37,5%
Qualité des relations avec les voisins	0	25	5	0	17	4	0%	47%	25%
Total	35	42	23	42	49	25	16,6%	14,3%	8%

Source : Entretien avec les agents des communes étudiées

Source : CIPCRE, entretiens avec les chefs Bororos de Babadjou, (2022) pour l'indicateur 1.1.c et avec les chefs de quartiers et leaders communautaires pour l'indicateur 1.2.b

Valeurs de référence pour les indicateurs 1.2.a, et 1.3.b

Les indicateurs 1.2.a et 1.3.b ont été déterminés pour la période de référence couvrant mars 2021 à mars 2022.

L'indicateur 1.2.a qui est de 360 individus par commune a été déterminé par la formule ci-dessous :

Nombre de personnes déplacées ayant accès à un logement décent et à des services d'assainissement de base

$$= \frac{[(\text{Nombre de personnes déplacées de l'échantillon qui reconnaissent qu'ils ont un logement décent (39)} / \text{nombre de personnes de déplacées de l'échantillon interrogées (208)}) \times \text{la taille de la population des déplacés visée (15000 individus)}] / 5.$$

L'indicateur 1.3.b a été déterminé par comptage après triangulation des informations sur les litiges dans les marchés recueillis auprès des agents des communes étudiées et des d'association de commerçants et des leaders communautaires.

Tableau 8 : Nombre de litiges enregistrés sur les places de marché (Hôtes et PDI) en fonction du sexe

Type de litiges	Nombre de litiges par commune														
	Douala IV			Loum			Bafoussam III			Dschang			Babadjou		
PDI	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Occupation illégale d'un espace commercial	7	15	22	4	6	10	10	19	29	4	5	9	5	6	11
Non-paiement de la taxe d'occupation de l'espace commercial	1	2	3	1	2	3	5	7	12	1	3	4	5	0	5
Discrimination dans l'octroi des comptoirs	0	0	0	0	2	2	1	0	1	0	1	1	0	0	0
Communauté hôte															
Occupation illégale d'un espace commercial	5	8	13	3	5	8	9	7	16	2	2	4	3	4	7
Non-paiement de la taxe d'occupation de l'espace commercial	1	1	2	0	1	1	0	0	0	1	2	3	0	0	0

Source : Entretien avec les agents des communes étudiées

Valeur de référence de l'indicateur 1.3.c

L'indicateur 1.3.c a été mesuré grâce au recensement dans chaque commune du nombre de documents (fiches techniques, dépliants, etc.) donnant un aperçu du processus de calcul des taxes municipales. Cet indicateur est nul

dans l'ensemble des communes étudiées Le tableau ci-dessous présente le nombre de fiches /dépliants présentant sur le processus de calcul des taxes municipales et mis à la disposition du public.

3.1.2 Valeur de référence pour le résultat 2

Ce résultat 2 est intitulé : Capacités améliorées des gouvernements locaux à résoudre les conflits de causes structurelles induits ou exacerbés par le déplacement en collaboration avec les autorités locales, traditionnelles et religieuses, les organisations communautaires et la police.

Au niveau de ce résultat, trois (03) indicateurs ont été caractérisés :

- Taux de populations (données désagrégées pour les personnes déplacées et les hôtes par âge, sexe, handicap et groupe ethnique) affirmant que leurs besoins sont mieux pris en compte par le gouvernement local (2.a)
- Proportion d'institutions locales, y compris les organisations de femmes et de jeunes, satisfaites de la promotion de la prévention des conflits et de la réponse aux conflits dans les espaces publics et les institutions (par exemple : école, quartiers, administration, administration municipale et décentralisée, police, tribunal de village, groupe de comités de développement communautaire) (2.b)
- Augmentation en pourcentage de la proportion de représentants féminins dans les dialogues locaux, les processus de résolution des conflits et de prévention de l'insécurité (2.c)

L'indicateur 2.a a été déterminé pour la période de référence qui s'étend jusqu'à avril 2022. Cette proportion a été calculée en tenant compte de l'ensemble des populations interrogées (PDI et membres des communautés d'accueil). Il a donc été considéré la période allant du début de l'arrivée des PDI dans les zones considérées jusqu'à avril 2022. La formule ci-dessous a été appliquée pour déterminer cette proportion.

Taux de populations (données désagrégées pour les personnes déplacées et les hôtes par âge, sexe et handicap) affirmant que leurs besoins sont mieux pris en compte par le gouvernement local

$$= \left[\frac{\text{Nombre de personnes interrogées qui déclarent que leurs besoins sont mieux pris en compte par le gouvernement local à la fin du projet}}{\text{nombre de personnes interrogées à la fin du projet}} \times 100 \right] - \left[\frac{\text{Nombre de personnes interrogées qui déclarent que leurs besoins sont mieux pris en compte par le gouvernement local à la situation de référence}}{\text{nombre de personnes interrogées à la situation de référence}} \times 100 \right]$$

Tableau 9: Proportion de la population affirmant que leurs besoins sont mieux pris en compte par le gouvernement local à la situation de référence

		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
Statut de déplacement	PDI	46,7%	33,8%	15,9%	31,6%	15,8%
	Communauté hôte	20%	27,3%	17,2%	27,6%	19,4%
	Total	66,7%	61,1%	33,1%	59,2%	16,8%
Sexe	Homme	4,8%	15,4%	15,4%	42,3%	23,1%
	Femme	15,2%	21,2%	12,1%	24,2%	27,3%
	Total	20%	36,6%	27,5%	66,5%	50,4%
Age	Entre 18 et 30 ans	9,5%	28,7%	14,3%	35,3%	13,6%
	30 ans et plus	10,5%	7,9%	13,2%	31,2%	36,8%
Etat physique	handicapé	0,0%	0,0%	0,0%	10,5%	0,0%

Source : Résultats de l'enquête par sondage réalisé dans les communes de mise en œuvre du projet

Pour ce qui est de l'indicateur 2.b, qui est de 0% dans chaque commune a été calculé en tenant compte du niveau de satisfaction des institutions locales, y compris les organisations de femmes et de jeunes, satisfaites de la promotion de la prévention des conflits et de la réponse aux conflits dans les espaces publics et les institutions. ((par exemple : école, quartiers, administration, administration municipale, etc.). Cependant pour cette étude seule les administrations locales et les associations de femmes des communes étudiées ont été interrogées. La formule qui a été utilisée pour calculer cet indicateur est la suivante :

Proportion d'institutions locales, y compris les organisations de femmes et de jeunes

= (Nombre d'institutions locales, y compris les organisations de femmes et de jeunes qui déclarent être satisfaites de la promotion de la prévention des conflits et de la réponse aux conflits dans les

espaces publics et les institutions / nombre total des institutions locales interrogées) x 100.

En ce qui concerne l'indicateur 2.c, il a été calculé en recensant les organisations de femmes des différentes communes et en identifiant celle impliquées dans les dialogues locaux dans chaque commune. La formule ci-dessous a été utilisée pour calculer cet indicateur.

Augmentation en pourcentage de la proportion de représentants féminins dans les dialogues locaux, les processus de résolution des conflits et de prévention de l'insécurité = [(Nombre femmes leaders impliquées dans les dialogues locaux dans chaque commune à la fin du projet / nombre de femmes leaders identifiées dans la commune à la fin du projet) x 100] - [(Nombre femmes leaders impliquées dans les dialogues locaux dans chaque commune au début du projet / nombre de femmes leaders identifiées dans la commune au début du projet) x 100].

Tableau 10 : Pourcentage de représentants féminins dans les dialogues locaux, les processus de résolution des conflits et de prévention de l'insécurité dans chaque commune

Commune	Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
Nombre de femmes leaders identifiées	10	5	7	4	6
Nombre de femmes leaders identifiées impliquées dans les dialogues locaux	2	2	3	1	2
Pourcentage	20%	40%	42%	25%	33%

Source : Entretien avec les associations de femmes consultées

Produit 2.1 : Les autorités municipales ont une meilleure compréhension de l'analyse structurelle des conflits et des défis de sécurité induits ou exacerbés par le déplacement

- Pourcentage d'autorités municipales ayant une meilleure compréhension des facteurs de conflit causés ou exacerbés par le déplacement (2.1.a)

Produit 2.2 : Les municipalités disposent d'une gouvernance inclusive revitalisée et de mécanismes de planification aidant à prévenir les conflits fonciers, les marchés et le logement

Au niveau de ce résultat du produit 2.2, cinq (5) indicateurs ont été caractérisés :

- Proportion d'autorités locales et de personnes-ressources formées dans chaque commune (2.2.a).
- Une stratégie de prévention et de gestion de crise adaptée localement et disponible dans chaque commune concernée (2.2.b).
- Nombre de campagnes de sensibilisation contre les conflits liés aux terres et aux gouvernances dans les municipalités ciblant à la fois les déplacés internes et les populations hôtes (2.2.c).
- Nombre de mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits renforcés ou mis en place dans chaque commune (2.2.d).

Produit 2.3 : Des mécanismes locaux inclusifs de prévention des conflits sont encouragés

- Une liste d'indicateurs mis en place de manière participative dans chaque commune (2.3.a).
- Un Classement des quartiers plus sûrs disponible dans chaque commune (2.3.b).

Valeurs de référence des indicateurs 2.1.a et 2.2.a

Si l'indicateur 2.1.a a été calculé à partir de l'exploitation des réponses d'environ 5 autorités de chaque commune sur la connaissance des facteurs de conflit dans les domaines des terres, du logement de l'agriculture de l'élevage et de l'accessibilité aux marchés, l'indicateur 2.2.a a été obtenu à la suite des entretiens effectués avec ces mêmes autorités Ces deux indicateurs

ont été calculés grâce à la formule suivante :

Pourcentage des autorités municipales (ayant une bonne connaissance des causes de conflits/ formées dans chaque commune)

= (Nombre d'autorités ayant cité 5 facteurs de conflits (ayant été formés) / nombre d'autorités locales interrogées) x 100

Tableau 11 : Indicateurs 2.1.a et 2.2.a

	Indicateur 2.1.a					Total
Pourcentage par type de conflits	Commune					
	Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou	
Conflits liés à la terre	20%	40%	40%	60%	20%	36%
Conflits liés au logement	60%	50%	30%	30%	40%	42%
Conflits liés à la pratique de l'agriculture et de l'élevage	10%	10%	20%	40%	50%	26%
Conflits liés à la pratique des activités commerciales	10%	10%	10%	10%	10%	10%
Indicateur 2.2.a						
Proportion d'autorités formées	3,3% ⁷	0%	0%	0%	0%	0,6%

Source : Entretien avec les agents des communes étudiées

Valeur de référence de l'indicateur 2.2.b

Bien qu'une stratégie de prévention et de gestion de crise est disponible dans toutes les communes étudiées, elle reste floue et se limite généralement aux conflits dans les marchés et

les voix publics. La formalisation et l'actualisation permanente font également défaut dans la majorité de ces communes.

Tableau 12 : Existence de la stratégie de prévention et de gestion de crise dans chaque commune

Commune	Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
Existence d'une stratégie de prévention et de gestion de crise	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

⁷ Sur 6 autorités municipales interrogées, 02 ont été formés à la gestion des facteurs de conflits différends entre induits par les déplacés

Valeurs de référence des indicateurs 2.2.c et 2.2.d

Ces deux indicateurs qui visent à mesurer l'évolution des campagnes de sensibilisation contre les conflits liés aux terres et aux gouvernances dans les municipalités ainsi que le nombre de mécanismes locaux de prévention et

de gestion des conflits renforcés ou mis en place dans chaque commune ont été déterminés par comptage. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 13: Indicateurs 2.2.c et 2.2.d

Numéro de l'indicateur	Indicateur	Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou	Total
2.2. c	Nombre de campagnes de sensibilisation contre les conflits liés à la terre et aux gouvernances	4	0	0	0	3	7
2.2. d	Nombre de mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits ⁸	0	0	0	0	0	0
Total		4	0	0	0	0	7

Source : Entretien avec les agents des communes étudiées

Valeurs référence des indicateurs 2.3.a et 2.3.b

Ces indicateurs 2.3.a et 2.3.b qui ont été mis en évidence par constat ont une valeur nulle car les mécanismes locaux inclusifs de prévention des

conflits ne sont pas encore fonctionnels dans chacune des communes étudiées.

C) Valeur de référence pour le résultat 3

Ce résultat 3 est intitulé : Confiance accrue entre les personnes déplacées, les communautés d'accueil et le gouvernement local grâce à une meilleure inclusion civique et à la sécurité de la communauté.

Au niveau de ce résultat, trois (03) indicateurs ont été caractérisés :

- Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer ses problèmes dans les zones sélectionnées (3.a)
- Pourcentage d'équité perçue dans l'accès à la terre et droit au logement (3.b)
- Proportion de la population cible qui a augmenté durablement ses revenus grâce au projet (3.c)

Ces trois indicateurs (3.a, 3.b et 3.c) ont été calculés en déterminant dans chaque commune la proportion des personnes interrogées qui utilisent l'administration publique ou locale pour gérer leurs problèmes d'une part, qui ont une perception positive de l'accès à la terre d'autre part et enfin celle qui a un revenu mensuel supérieur ou égal à la moyenne⁹. La formule qui a été utilisée est la suivante :

Proportion de la population cible (qui utilise l'administration publique/locale pour gérer ses problèmes/qui a une perception positive/ qui a un revenu supérieur ou égal à la moyenne) = *Nombre de personnes interrogées qui utilise l'administration publique/locale pour gérer ses problèmes/qui a une perception positive/ qui a un revenu supérieur ou égal à la moyenne* / *Nombre de personnes interrogées* x 100

⁸ Aucun mécanisme local de prévention et de gestion des conflits n'existe actuellement façon formelle dans chacune des communes étudiées. Cependant il, existe plusieurs mécanismes informels de prévention et de gestion des conflits dans les quartiers au niveau des chefferies et dans les groupes communautaires.

⁹ La moyenne du revenu mensuel des personnes interrogées au cours de l'étude de base = 88 244, 5 F CFA

Tableau 14 : Indicateurs 3a, 3b et 3c

N° indicateur	Indicateur	Commune								Babadjou	
		Douala IV		Loum		Bafoussam III		Dschang			
3a	Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer les problèmes d'accès à la terre	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte
		12,6%	2,2%	10,5%	1,9%	4%	3,7%	9,5%	4%	3,4%	2,2%
		Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
		5,9%	19,7%	12,8%	17,6%	8,5%	4,8%	23,7%	12,8%	2,7%	6,9%
		18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +
		4%	10,5%	8,3%	9,3%	1,9%	5,9%	2,8%	9,5%	0,6%	5%
	Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer les problèmes d'accès au logement	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte
		11,4%	2,5%	9%	5,5%	4,3%	4,3%	4,0%	1,8%	2,5%	2,5%
		Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
		7,4%	18,2%	9,1%	17,6	9,1	6,8%	13,6%	9,1%	4%	5,1%
		18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +
		3,4%	10,2%	6,5%	8%	2,7%	5,5%	2,8%	9,5%	0,3%	4,6%
3.b	Pourcentage d'équité perçue dans l'accès à la terre et droit au logement	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte
		37,1%	2,9%	36,4%	26%	0%	9,4%	34,2%	28,9%	21,1%	29%
		Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
		10%	30%	23,4%	39%	6,3%	3,9%	31,6%	31,6%	5,8%	18,8%
		18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +
		11,4%	28,6%	26%	26,4%	0%	9,4%	11,8%	25%	4,3%	20,3%
3.c	Proportion de la population cible qui a augmenté durablement ses revenus grâce au projet	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte	PDI	Com-munauté hôte
		1,5%	4,5%	22,2%	48,8%	21,8%	28,1%	15,8%	28,9%	5,5%	22,2%
		Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
		0,0%	0,9%	13,2%	16,0%	14,2%	9,4%	17%	11,3%	7,5%	10,4%
		18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +
		3%	3%	19,5%	22,1%	21,8%	28,1%	29,9%	15,8%	2,9%	18,8%

Source : Résultats de l'enquête par sondage réalisé dans les communes de mise en œuvre du projet

Tableau 14 b : Synthèse des indicateurs 3a, 3b et 3c

NO indicateur	Indicateur	valeurs	
		PDI	Communauté hôte
3a	Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer les problèmes d'accès à la terre	13,3%	4,9%
		Homme	Femme
		8%	10,2%
		18 à 30 ans	30 ans et +
		4%	10,5%
	Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer les problèmes d'accès au logement	PDI	Communauté hôte
		7,4%	13,9%
		Homme	Femme
		6,2%	7,74%
		18 à 30 ans	30 ans et +
3.b	Pourcentage d'équité perçue dans l'accès à la terre et droit au logement	PDI	Communauté hôte
		25,8%	19,2%
		Homme	Femme
		15,4%	24,6%
		18 à 30 ans	30 ans et +
3.c	Proportion de la population cible qui a augmenté durablement ses revenus grâce au projet	PDI	Communauté hôte
		13,3%	26,5%
		Homme	Femme
		10,4%	9,6%
		18 à 30 ans	30 ans et +
		15,4%	17,5%

Source : Résultats de l'enquête par sondage réalisé dans les communes de mise en œuvre du projet

Produit 3.1: L'accès aux documents d'état civil (actes de naissance et cartes d'identité) est facilité pour les déplacés internes et les populations locales grâce à un appui aux communes et aux services compétents

Au niveau de ce résultat du produit 3.1, trois (3) indicateurs ont été caractérisés :

- Proportion de la population ciblée avec au moins un certificat de naissance valide dans les zones sélectionnées (3.1.a).
- Nombre de plaidoyers enregistrés ciblant les centres d'identification pour la délivrance de cartes d'identité (3.1.b).
- Nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque commune ciblant les populations locales et les PDI pour l'établissement d'actes de naissance et de cartes nationales d'identités (3.1.c).

Produit 3.2 Des cadres de dialogue pour faire progresser la participation communautaire à la décentralisation et au multiculturalisme sont promus

Au niveau de ce résultat du produit 3.2, trois (3) indicateurs ont été caractérisés :

- Nombre de campagnes de sensibilisation ciblant les acteurs locaux organisées dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les PDI) à la gouvernance locale (3.2.a).
- Nombre de parties prenantes (OSC, fédération de femmes et autorités locales) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le multiculturalisme (3.2.b).
- Nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme (3.2.c).

Produit 3.3 : Les chaînes de valeur économiques locales sont promues pour augmenter les opportunités d'emploi pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil

Au niveau de ce résultat du produit 3.3, quatre (4) indicateurs ont été caractérisés :

- Nombre de chaînes de valeur inclusives identifiées dans l'économie (3.3.a).
- Nombre de projets conjoints (Hôtes et PDI) sélectionnés soutenus (3.3.b).
- Nombre de projets (impliquant des personnes déplacées ou des populations hôtes) soutenus dans les chaînes de valeur identifiées (3.3.c).
- Nombre de personnes ayant bénéficié d'un renforcement des capacités techniques et managériales dans l'élaboration et le lancement d'un plan d'affaires dans chaque commune (3.3.d).

Valeur de référence de l'indicateur 3.1.a

Cet indicateur 3.1. a. a été calculé en utilisant la formule suivante :

Proportion de la population ciblée avec au moins un certificat de naissance = $(\text{Nombre de personnes interrogées disposant un certificat de naissance} / \text{nombre de personnes interrogées}) \times 100$

Tableau15 : Proportion de la population ciblée avec au moins un certificat de naissance valide

Com-mune	Douala IV		Loum		Bafoussam III		Dschang		Babadjou		Total	
	PDI	Com-mu-nauté hôte	PDI	Com-mu-nauté hôte	PDI	Com-mu-nauté hôte	PDI	Com-mu-nauté hôte	PDI	Com-mu-nauté hôte		
Statut de déplacement	14,3%	61,4%	35,1%	58,4%	43,8%	51,3%	38,2%	60,5%	42%	49,3%		
Total	75,7%		93,5%		95,1%		98,7%		91,3%		90,8%	
Sexe	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
	35,8%	64,2%	37,5%	55,8%	59,4%	37,5%	47,4%	51,3%	36,2%	55,1%	39,5%	56,5%
Total	100%		93,3%		96,9%		98,8%		91,3%		92,4%	
Age	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +	18 à 30 ans	30 ans et +
	14,3%	60%	46,8%	46,8%	34,4%	62,5%	15,9%	75,4%	31,6%	67,1%	28,4%	68,4%
Total	74,3%		93,6%		96,9%		91,3%		98,7%		96,8%	

Source : Résultats de l'enquête par sondage réalisé dans les communes de mise en œuvre du projet

Valeurs de référence des indicateurs 3.1.b, 3.1.c, 3.2.a, 3.2.b, 3.2.c, 3.3.a 3.3.b, 3.3.c et 3.3.d

La majorité de ces indicateurs ont été calculés par comptage du nombre d'évènement associé à chacun et qui ont eu lieu au cours de la période de référence (mars 2021 à avril 2022).

L'indicateur 3.3.a a été déterminée en identifiant les principales filières qui génèrent le plus de

revenu pour la population visée par le projet. Une filière porteuse est considérée comme une chaîne de valeur inclusive lorsqu'elle occupe la majorité de la population active. Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 16: Indicateurs 3.1.b, 3.1.c, 3.2.a, 3.2.b, 3.2.c, 3.3.a 3.3.b, 3.3.c et 3.3.d

N° Indicateur	Indicateurs	Communes				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
3.1.b	Nombre de plaidoyers enregistrés ciblant les centres d'identification pour la délivrance de cartes d'identité	0	0	04	01	0
3.1.c	Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées	2	0	04	02	0
3.2.a	Nombre de campagnes de sensibilisation ciblant les acteurs locaux organisées dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les PDI) à la gouvernance locale	0	0	0	0	0
3.2.b	Nombre de parties prenantes (OSC, fédération de femmes et autorités locales) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le multiculturalisme	0	0	0	0	0
3.2.c	Nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme	0	0	0	0	0
3.3.a	Nombre de chaînes de valeur inclusives identifiées dans l'économie	Poids des Principales filières qui génèrent le plus de revenus				
	Activités agricoles ou d'élevages	14,3%	24,7%	21,9%	27,8%	30,4%
	Vente des produits agricoles	5,7%	15,6%	22,3%	10,7%	13%
	Petit commerce	30%	11,7%	21,9%	26,1%	20,3%
	Moto taxi	5,7%	2,6%	3,1%	46,7%	1,4%
	Artisanat	1,4%	5,2%	3,1%	0,0%	0,0%
	Couture	0,0%	3,9%	0,0%	0,0%	0,0%
3.3.b	Nombre de projets conjoints (Hôtes et PDI) sélectionnés soutenus	0	0	0	0	0
3.3.c	Nombre de projets (impliquant des personnes déplacées ou des populations hôtes) soutenus dans les chaînes de valeur identifiées	0	0	0	0	0
3.3.d	Nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme	0	0	0	0	0

Source : Entretiens avec le personnel des communes et résultats de l'enquête par sondage réalisé dans les communes de mise en œuvre du projet

Tableau 16: Synthèse des indicateurs 3.1.b, 3.1.c, 3.2.a, 3.2.b, 3.2.c, 3.3.a 3.3.b, 3.3.c et 3.3.d

N° Indicateur	Indicateurs	Valeurs
3.1.b	Nombre de plaidoyers enregistrés ciblant les centres d'identification pour la délivrance de cartes d'identité	05
3.1.c	Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées	08
3.2.a	Nombre de campagnes de sensibilisation ciblant les acteurs locaux organisées dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les PDI) à la gouvernance locale	0
3.2.b	Nombre de parties prenantes (OSC, fédération de femmes et autorités locales) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le multiculturalisme	0
3.2.c	Nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme	0
3.3.a	Nombre de chaînes de valeur inclusives identifiées dans l'économie	Poids des Principales filières qui génèrent le plus de revenus
	Activités agricoles ou d'élevages	23,8%
	Vente des produits agricoles	13,5%
	Petit commerce	22,0%
	Moto taxi	11,9%
	Artisanat	1,9%
	Couture	0,8%
3.3.b	Nombre de projets conjoints (Hôtes et PDI) sélectionnés soutenus	0
3.3.c	Nombre de projets (impliquant des personnes déplacées ou des populations hôtes) soutenus dans les chaînes de valeur identifiées	0
3.3.d	Nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme	0

Source : Entretiens avec le personnel des communes et résultats de l'enquête par sondage réalisé dans les communes de mise en œuvre du projet

3.2 Valeurs de référence pour les extrants

Puisque le projet « Tirer parti de la participation communautaire à la gouvernance locale pour une prévention et une résolution efficace des conflits dans les régions du Littoral et de l'Ouest affectées par la crise du Nord-Ouest et du Sud- Ouest au Cameroun » est en cours de lancement, l'on peut considérer d'une manière générale que les indicateurs des extrants sont à priori nuls puisqu'aucune activité n'a encore été réalisée. En effet, les indicateurs des extrants mesurent les résultats à court terme provenant des activités effectivement implémentées. Cependant en considérant que des activités similaires ont été déjà mises en œuvre dans les communes d'intervention du projet, on peut

avoir des valeurs d'indicateurs différents de zéro à condition que ces activités opérationnalisées soient documentées et disponibles. La même manière lorsque les activités du projet visent à combler des gaps, il est attendu à priori que certains résultats à court terme ne soient pas observés au début de la mise en œuvre du projet mais, les valeurs de ces indicateurs évolueront progressivement avec le niveau de réalisation des activités du projet. Enfin, il est à noter certains indicateurs n'ont pu être renseignés car, la mission n'a pu recueillir des données y afférentes d'une part et que d'autre part les activités à réaliser par le projet PBF permettront d'en obtenir.

3.2.1 Les valeurs de référence des indicateurs pour les extrants du résultat 1

Extrants des activités du produit 1.1

a) Valeur de référence pour les extrants des activités 1.1.1 et 1.1.2 :

Intitulé de l'activité 1.1.1 : Aider les gouvernements locaux à entreprendre une analyse rapide et intégrée de la planification spatiale et l'accès à la terre et aux services de base en consultation avec la société civile, les chefs traditionnels et les représentants des PDI et des communautés d'accueil.

Intitulé de l'activité 1.1.2 : Identification et accompagnement à la sécurisation des initiatives locales de transfert de terre ou de transaction

Chacune de ces activités possède un indicateur qui est présenté par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 17 : indicateurs des extrants des activités 1.1.1 et 1.1.2 du produit 1.1

No de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021 - avril 2022					Total
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou	
1.1.1	Nombre de Plan d'Aménagement du Territoire Inclusif disponibles (Prévention et Gestion des conflits)	0	0	0	0	0	0
1.1.2	Pourcentage de documents sécurisés disponibles	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Source : Entretien avec les agents des communes étudiées

b) Valeur de référence pour l'extrant de l'activité 1.1.3 :

Intitulé de l'activité 1.1.3 : Soutenir la délimitation et le respect des zones agricoles et pastorales

L'extrant de cette activité possède deux indicateurs qui sont présentés ci-dessous et par commune :

Tableau 18 : Indicateurs 1. 1.3.1 et 1.1.3.2

N° de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021 - avril 2022					Total
		Douala IV	Loum	Bafoussam III ¹⁰	Dschang ¹¹	Babadjou ¹²	
1.1.3.1	Superficies des terres agricoles et pastorales dont la délimitation a été précisée par les autorités publiques locales et les chefs traditionnels pour réduire les conflits	0	0	0	0	0	0
1.1.3.2	Proportion de litiges fonciers résolus de manière définitive et consensuelle par les autorités locales	0	0	0	0	11,1%	11,1%

Source : Entretiens avec les leaders communautaires et autorités locales des communes étudiées

c) Valeur de référence pour l'extrant de l'activité 1.1.4 :

Intitulé de l'activité 1.1.4 : Soutenir le développement de nouvelles zones de production et de distribution d'espaces

L'extrant de cette activité possède un seul indicateur qui est présenté ci-dessous et par commune :

Tableau 19: Nombre de PDI et de ménages des communautés d'accueil exploitant des terres nouvellement distribuées

No de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021 - avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang ¹³	Babadjou
1.1.4	Nombre de PDI et de ménages des communautés d'accueil exploitant des terres nouvellement distribuées pour augmenter la production agricole	0	0	0	40	0

Source : Entretiens avec les agents des communes étudiées

10 Il existe dans la commune de Bafoussam III deux espaces pastoraux (Mepeng et à Nepah) dont les superficies ne sont pas précisées

11 Il existe également dans la commune de Dschang quatre espaces pastoraux (Zenpouet, Fanakeukeu, Litagli et Makong) dont les superficies ne sont pas précisées.

12 La commune de Babadjou possède aussi plusieurs espaces pastoraux dont les superficies ne sont pas précisées.

13 Un hectare de terre agricole a été accordé à 40 DPI par la préfecture du département de la Menoua

d) Valeur de référence pour l'extrait de l'activité 1.1.5 et 1.1.6 :

Intitulé de l'activité 1.1.5 : Transfert de connaissances et renforcement des capacités sur la gestion durable des terres

Intitulé de l'activité 1.1.6 : Soutenir les autorités locales et l'organisation dirigée par les communautés dans la sensibilisation de la population sur la résolution pacifique des conflits et le dialogue intercommunautaire.

L'extrait de l'activité 1.1.5 possède un indicateur alors que celui de l'activité 1.1.6 en possède deux qui sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 20: Indicateurs des extraits des activités 1.1.5 et 1.1.6 du produit 1.1

No de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
1.1.5	Nombre d'ateliers de sensibilisation	0	0	0	0	0
1.1.6.1	Nombre de femmes, de jeunes et de personnes déplacées sensibilisés participant à des activités visant à vulgariser et diffuser les messages et à promouvoir le vivre ensemble dans leurs communautés	0	0	0	0	0
1.1.6.2	Perceptions des autorités locales et des membres des communautés (leaders communautaires) sur la compréhension qu'a les des participants de la méthodologie de résolution pacifique des conflits et des approches des dialogues intercommunautaires	0	0	0	0	0

Source : Entretien avec les agents des communes étudiées

Extraits des activités du produit 1.2

a) Valeur de référence pour les extraits des activités 1.2.1 et 1.2.2 :

Intitulé de l'activité 1.2.1 : Cartographie et description (quantitative / qualitative) des logements disponibles sur la commune et conditions d'accès.

Intitulé de l'activité 1.2.2 : Soutenir les municipalités dans le développement des quartiers et la restauration/construction de logements municipaux pour femmes, filles et enfants afin de réduire la promiscuité et les violences basées sur le genre.

Chacune de ces activités possède un indicateur qui est présenté par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 21 : Indicateurs 1.2.1 et 1.2.2

No de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
1.2.1	Existence d'une cartographie de l'habitat avec description qualitative dans chaque commune cible	0	0	0	0	0
1.2.2	Nombre de logements municipaux disponibles	0	0	0	0	0

b) Valeur de référence pour l'extrant de l'activité 1.2.3 :

Intitulé de l'activité 1.2.3 : Faciliter l'accès des femmes et des filles aux services d'assainissement de base

L'extrant de cette activité possède deux indicateurs qui sont présentés par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 22 : Indicateur de l'extrant de l'activité 1.2.3

No de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
1.2.3	Proportion de femmes et de filles ciblées ayant accès aux services d'assainissement de base dans les zones ciblées de la commune concernée					
	J'ai accès aux points d'eau dans la commune	25%	25%	15,5%	21,3%	21,8%
	J'ai accès aux toilettes publiques dans ma commune	37,7%	10,4%	7%	34,3%	14,9%
	J'ai accès aux poubelles dans la commune	25%	25%	21,8%	21,3%	21,8%

c) Valeur de référence pour l'extrant de l'activité 1.2.4 :

Intitulé de l'activité 1.2.4 : Soutenir la médiation entre locataires et propriétaires en milieu urbain

L'extrant de cette activité possède un seul indicateur qui est présenté ci-dessous et par commune :

Tableau 23 : Indicateur de l'extrant de l'activité 1.2.4

N° de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
1.2.4	L'accès aux points d'eau clairs communs et aux toilettes aux heures de cueillette de la journée (principalement dans les matins et soirs)		8	0	-	-
	Concurrence pour l'accès aux points d'eau clairs communs et aux toilettes aux heures de cueillette de la journée (principalement dans les matins et soirs)		4	0	-	-
	L'insuffisance de l'élimination des déchets					
	Manque de revenus ou mauvaise foi locataires pour payer le loyer	40	6	29	-	-
	Qualité des relations les voisins		4	17	-	-

Extrants des activités du produit 1.3

a) Valeur de référence pour les extrants des activités 1.3.1, 1.3.2 et 1.3.3 :

Intitulé de l'activité 1.3.1 : Soutenir la cartographie des espaces commerciaux disponibles dans la municipalité.

Intitulé de l'activité 1.3.2 : Accompagner les communes dans l'équipement inclusif (compte tenu des besoins spécifiques des femmes et des personnes vulnérables) des espaces commerciaux.

Intitulé de l'activité 1.3.3 : Produire des outils sur les régimes fiscaux et la fiscalité communale ou les exigences par secteur d'activité à partir de pratiques prometteuses au Cameroun et en Afrique.

Chacune de ces activités possède un indicateur qui est présenté par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 24 : Indicateurs des extrants des activités

No de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
1.3.1	Nombre de cartographie des espaces commerciaux	0	0	0	0	0
1.3.2	Capacité municipale à mieux équiper les espaces commerciaux (toilettes publiques, points d'eau, poubelles, zone commerciale couverte)	0	0	0	0	0
1.3.3	Nombre d'outils produits	0	0	0	0	0

b) Valeur de référence pour l'extrant de l'activité 1.3.4

Intitulé de l'activité 1.3.4 : Sensibilisation des commerçants sur leurs droits et devoirs, y compris le paiement des taxes municipales.

L'extrant de cette activité possède deux indicateurs qui sont présentés par commune dans le tableau ci-dessous. La mesure de l'indicateur 1.3.4.2 a été facilitée par la définition des sous indicateurs sur la connaissance par la cible du projet des lois et règlement qui régulent le métier de commerçant au Cameroun.

c) Valeur de référence pour l'extrant de l'activité 1.3.5 :

Intitulé de l'activité 1.3.5 : Soutien à l'organisation de campagnes de sensibilisation et de dialogues municipaux menés par des femmes sur la fiscalité locale et la perception pacifique des impôts dans les marchés, les quartiers et les établissements de formation.

L'extrant de cette activité possède un seul indicateur qui est présenté par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 26 : Indicateur de l'extrant de l'activité 1.3.5

N° de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
1.3.5	Nombre d'organisations féminines menant des campagnes de sensibilisation	0	0	0	0	
	Proportion de personnes sensibilisées déclarant mieux comprendre l'importance de payer des impôts (désagrégé par âge et sexe)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 25 : Indicateur de l'extrant de l'activité 1.3.4

No de l'indicateur	Indicateur	Valeur de référence mars 2021 - avril 2022									
		Douala IV		Loum		Bafoussam III		Dschang		Babadjou	
1.3.4.1	Nombre de commerçants sensibilisés par campagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1.3.4.2	Proportion des commerçants affirment avoir une meilleure compréhension de leur droit et devoirs y compris le paiement des taxes municipales (âge et sexe désagrégés)	Sexe (%)		Sexe (%)		Sexe (%)		Sexe (%)		Sexe (%)	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
	Toute personne physique ou morale, camerounaise ou étrangère, est libre d'entreprendre une activité commerciale dans les marchés de la commune	11,8	32,3	17,6	16,1	17,6	18,5	17,6	29	35,3	16,1
	Le commerçant doit s'enregistrer dans le répertoire de la commune	12,5	36,8	12,5	5,3	18,8	5,3	18,8	31,6	37,5	21,1
	Le dossier d'enregistrement au répertoire de la commune comprend : une demande timbrée, une copie certifiée Conforme de la carte nationale d'identité, de l'acte de naissance.	15,4	40,9	0,0	4,5	15,4	0,0	23,1	36,4	46,2	18,2
	Le commerçant doit détenir une carte professionnelle de commerçant	27,3	46,2	0,0	0,0	27,2	9,1	9,1	23,1	54,5	30,8
	Le commerçant doit disposer de locaux et d'installations matérielles	25	46,2	8,0	23,1	16,7	7,7	25,0	15,4	25,0	7,7
	Le commerçant doit s'inscrire au registre statistique	25	56,3	0,0	6,3	8,3	0,0	16,7	12,5	50,0	25,0
	Le commerçant doit payer les droits de place sur les marchés	14,3	34,4	23,8	25	19,	6,3	14,3	21,9	28,6	12,5
	Les droits de place comprennent les droits fixes payés par les commerçants réguliers et les droits journaliers payés par les vendeurs occasionnels ou ceux ne disposant pas d'une place permanente	15,0	37,5	20,0	7,1	30,0	14,3	10,0	17,1	30,0	14,3
	Désagrégation par tranche d'âge 18 et 30 ans	Age (%)		Age (%)		Age (%)		Age (%)		Age (%)	
		30 ans et +	18 et 30 ans	30 ans et +	18 et 30 ans	30 ans et +	18 et 30 ans	30 ans et +	18 et 30 ans	30 ans et +	
	Toute personne physique ou morale, camerounaise ou étrangère, est libre d'entreprendre une activité commerciale dans les marchés de la commune	42,9	20,5	42,9	12,8	0,0	12,8	0,0	25,6	14,3	28,2
	Le commerçant doit s'enregistrer dans le répertoire de la commune	75,0	19,4	25,0	6,5	0,0	12,5	0,0	29,0	0,0	32,3
	Le dossier d'enregistrement au répertoire de la commune comprend : une demande timbrée, une copie certifiée Conforme de la carte nationale d'identité, de l'acte de naissance.	66,7	24,1	16,7	0,0	12,5	6,9	16,7	34,5	0,0	34,5
	Le commerçant doit détenir une carte professionnelle de commerçant	33,3	66,7	0,0	0,0	10,5	4,8	0,0	19,0	0,0	47,8
Le commerçant doit disposer de locaux et d'installations matérielles	60	30	20	15	0,0	15,0	20,0	20,0	15,2	20,0	
Le commerçant doit s'inscrire au registre statistique	75,0	37,5	25,0	0,0	5,6	4,2	0,0	19,0	0,0	47,5	
Le commerçant doit payer les droits de place sur les marchés	40,0	23,3	50,0	18,6	42,5	14,0	10,0	20,9	0,0	23,3	
Les droits de place comprennent les droits fixes payés par les commerçants réguliers et les droits journaliers payés par les vendeurs occasionnels ou ceux ne disposant pas d'une place permanente	40,0	23,7	50,0	18,4	6,2	15,8	10,0	15,8	0,0	26,3	

3.2.2 Les valeurs de référence des indicateurs pour les extraits du résultat 2

Extraits des activités du produit 2.1

a) Valeur de référence pour les extraits des activités 2.1.1 à 2.1.5

Intitulé de l'activité 1.1.1 : Cartographie de la localisation des PDI dans chaque commune.

Intitulé de l'activité 2.1.2 : Étudier la dimension de genre des conflits spécifiques, leurs racines, les mécanismes de réduction et de prévention dans le contexte des relations entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil, pour permettre des solutions différenciées.

Intitulé de l'activité 2.1.3 : Analyser la sensibilité aux conflits et ne pas nuire à la situation affectant les médiations de conflit et la prestation de services municipaux.

Intitulé de l'activité 2.1.4 : Élaborer des stratégies municipales pour une gouvernance inclusive et la prévention des conflits basées sur la perception de la paix dans leurs localités

Intitulé de l'activité 2.1.5 : Élaborer un manuel sur la prévention des conflits en mettant l'accent sur les interventions axées sur le genre.

Chacune de ces activités possède un indicateur qui est présenté par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 27 : Indicateurs pour les extraits des activités 2.1.1, à 2.1.5 du produit 2.1

No de l'indicateur	Indicateurs	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
2.1.1	Nombre de cartes produites	0	0	0	0	0
2.1.2	Nombre de rapports d'études	0	0	0	0	0
2.1.3	Nombre d'autorités locales, d'associations locales et de partenaires utilisant les rapports Do No Harm pour réduire la sensibilité aux conflits lors de l'interaction avec les personnes déplacées et les communautés d'accueil ou la gestion des conflits.	0	0	0	0	0
2.1.4	Nombre d'actions conjointes de prévention des déplacés internes et de la communauté d'accueil.	0	0	0	0	0
2.1.5	Nombre de sessions de dialogue.	0	0	0	0	0

Extraits des activités du produit 2.2

Valeurs de référence pour les extraits des activités 2.2.1 à 2.2.6

Intitulé de l'activité 2.2.1 : Évaluer le niveau de participation des communautés à la planification de la gouvernance locale, aux finances, à l'aménagement du territoire et à la promotion de la prévention des conflits.

Intitulé de l'activité 2.2.2 : Évaluer la capacité des institutions publiques et privées locales à promouvoir une gouvernance inclusive et un dialogue sur la prévention des conflits, en mettant l'accent sur l'arrivée et l'installation des personnes déplacées.

Intitulé de l'activité 2.2.3 : Soutenir la mise en œuvre des stratégies municipales et mécanismes de gouvernance inclusive et de prévention des conflits basés sur des mesures spatiales à travers des comités municipaux de prévention des conflits.

Intitulé de l'activité 2.2.4 : Faciliter l'insertion des PDI et la prévention des conflits communautaires, ainsi que les mécanismes de gestion des conflits.

Intitulé de l'activité 2.5.5 : Faciliter le dialogue pour planifier et mettre en œuvre une budgétisation participative pour l'exécution de la prévention des conflits et de la médiation, et des plans municipaux d'utilisation des terres en mettant l'accent sur les pratiques menées par les femmes, les filles et les personnes handicapées.

Intitulé de l'activité 2.2.6 : Formation des acteurs locaux, y compris les organisations communautaires sur la cartographie et la gestion des facteurs de conflits existants et de différends induits par les déplacements.

Chacune de ces activités possède un indicateur qui est présenté par commune dans le tableau ci-dessous :

N° de l'indicateur	Indicateurs	Valeur de référence mars 2021 - avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
2.2.1	Données d'enquête sur le niveau de participation communautaire à la planification de la gouvernance locale, aux finances, à l'aménagement du territoire et à la promotion de la prévention des conflits.	0	0	0	0	0
2.2.2	Nombre de notes techniques ou de guides sur la promotion de la prévention des conflits grâce à une gouvernance municipale inclusive.	0	0	0	0	0
2.2.3	Nombre de campagnes de prévention des conflits organisées.	0	0	0	0	0
2.2.4	Nombre d'actions conjointes de prévention des déplacés internes et de la communauté d'accueil.	0	0	0	0	0
2.2.5	Nombre de sessions de dialogue.	0	0	0	0	0
2.2.6	Nombre d'ateliers de formation.	0	0	0	0	0

Extrants des activités du produit 2.3

Valeurs de référence pour les extrants des activités 2.3.1 à 2.3.6

Intitulé de l'activité 2.3.1 : Faciliter les échanges avec les leaders communautaires d'accueil et de déplacés internes et les autorités locales pour l'identification des approches participatives à déployer pour le suivi des risques de conflit, la prévention des conflits et la classification de la sécurité communautaire.

Intitulé de l'activité 2.3.2 : Faciliter les échanges avec les leaders communautaires et les autorités locales pour l'identification des indicateurs locaux et des fréquences de suivi des conflits, des actions de prévention et des niveaux de sécurité communautaire.

Intitulé de l'activité 2.3.3 : Lancer des démarches participatives et des critères locaux de classification du niveau de conflit, d'actions préventives et sécuritaires dans les quartiers ou espaces publics des communes

Intitulé de l'activité 2.3.4 : Fournir un soutien consultatif aux autorités municipales dans la prise de décision pour améliorer la situation de conflit et le sentiment de paix

Intitulé de l'activité 2.3.5 : Produire et suivre les principes et la stratégie de sortie et de durabilité.

Intitulé de l'activité 2.3.6 : Soutenir les autorités locales et l'organisation dirigée par les communautés dans la sensibilisation de la population sur la résolution pacifique des conflits et le dialogue intercommunautaire

Chacune de ces activités possède un indicateur qui est présenté par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 29 : Indicateurs pour les extraits des activités 2.3.1, à 2.3.6 du produit 3.2

No de l'indicateur	Indicateurs	Valeur de référence mars 2021 - avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
2.3.1	Nombre de manuels sur la prévention des conflits et le niveau de sécurité des communications.	0	0	0	0	0
2.3.2	Nombre de directives sur la cartographie et le suivi des conflits dans les zones de déplacement	0	0	0	0	0
2.3.3	Nombre de municipalités avec des approches participatives et des critères locaux pour classer le niveau de conflit, les actions préventives et la sécurité dans les quartiers	0	0	0	0	0
2.3.4	Nombre d'ateliers de formation	0	0	0	0	0
2.3.5	Stratégie de sortie disponible	0	0	0	0	0
2.3.6	Nombre d'ateliers de formation effectué	0	0	0	0	0

3.2.3 Valeurs de référence pour les indicateurs des extraits du résultat 3

Extraits des activités du produit 3.1

a) Valeur de référence pour l'extrait de l'activité 3.1.1 :

Intitulé de l'activité 3.1.1 : Soutenir les autorités municipales pour produire et diffuser des notes techniques sur les situations et les défis des personnes déplacées afin de faciliter la prise de décision pour leur inclusion socio-économique et culturelle.

L'extrait de cette activité possède deux indicateurs qui sont présentés par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 30 : Indicateurs 3.1.1.1 et 3.1.1.2 de l'extrait de l'activité 3.1.1

No de l'indicateur	Indicateurs	Valeur de référence mars 2021 - avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
3.1.1.1	Nombre de notes techniques sur les PDI du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	0	0	0	0	0
3.1.1.2	Les parties prenantes nationales et internationales satisfaites et utilisant les notes techniques comme support d'intégration entre PDI et communautés hôtes	0	0	0	0	0

b) Valeur de référence pour l'extrait de l'activité 3.1.2 :

Intitulé de l'activité 3.1.2 : Soutenir les autorités locales et les associations de personnes déplacées pour cartographier et partager la base de données et les rapports sur les besoins des communautés en matière de documents d'état civil.

L'extrait de cette activité possède deux indicateurs qui sont présentés par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 31 : Indicateurs 3.1.2.1 et 3.1.2.2 de l'extrait de l'activité 3.1.2

No de l'indicateur	Indicateurs	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
3.1.2.1	Nombre de rapports orientés vers les déplacés internes sur la situation et les besoins en matière d'enregistrement des faits d'état civil.	0	0	0	0	0
3.1.2.2	Proportion d'autorités locales ayant une meilleure compréhension des besoins en documents d'état civil dans leurs municipalités, en particulier pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil vulnérable	0%	0%	0%	0%	0%

c) Valeur de référence pour les extraits des activités 3.1.3, 3.1.4 et 3.1.5 :

Intitulé de l'activité 3.1.3 : Organiser des campagnes de sensibilisation et des événements de plaidoyer sur l'importance des documents d'état civil.

Intitulé de l'activité 3.1.4 : Soutenir les autorités municipales pour produire et diffuser des notes techniques sur les situations et les défis des personnes déplacées afin de faciliter la prise de décision pour leur inclusion socio-économique et culturelle.

Intitulé de l'activité 3.1.5 : Faciliter le partenariat entre les municipalités et les institutions publiques concernées pour produire des cartes d'identité nationales et un certificat de naissance.

Intitulé de l'activité 3.1.6 : Promouvoir le respect des principes et du protocole Do No Harm validés localement dans la mise en œuvre des registres d'état civil, la prévention des conflits et d'autres activités.

L'extrait de chacune de ces activités possède un indicateur qui est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 32: Indicateurs pour les extraits des activités 3.1.3, 3.1.4 et 3.1.5 du produit 3.1

No de l'indicateur	Indicateurs	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
3.1.3	Nombre de campagnes de sensibilisation et d'événements de plaidoyer	0	01	04	01	0
3.1.4	Proportion de la population avec des cartes d'identité nationales et un certificat de naissance produits après le nouveau partenariat	0%	0%	0%	0%	0%
3.1.5	Nombre d'audiences publiques/sur le terrain tenues	0	01	04	0	0
3.1.6	Nombre d'ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation	0	0	0	0	0

Extrants des activités du produit 3.2

Valeurs de référence pour les extrants des activités 3.2.1 à 3.2.6

Intitulé de l'activité 3.2.1 : Produire des brochures sur le niveau de compréhension de la nouvelle loi sur les autorités locales/la décentralisation et le multiculturalisme par les personnes déplacées et la communauté d'accueil.

Intitulé de l'activité 3.2.2 : Élaborer des plans d'action de sensibilisation désagrégés axés sur les personnes pour améliorer la compréhension et la mise en œuvre conjointe des approches du multiculturalisme.

Intitulé de l'activité 3.2.3 : Faciliter la contribution des femmes à la production et à la diffusion d'émissions axées sur le multiculturalisme à la radio locale et sur les médias sociaux propices aux jeunes.

Intitulé de l'activité 3.2.4 : Faciliter la participation des personnes handicapées à la production et à la diffusion d'émissions axées sur le multiculturalisme à la radio locale et sur les médias sociaux à tendance.

Intitulé de l'activité 3.2.5 : Encourager la création et l'amélioration par les femmes d'événements multiculturels dans les espaces publics sur le multiculturalisme, la participation communautaire et la prévention des conflits.

Intitulé de l'activité 3.2.6 : Soutenir la création de partenariats formels entre les associations communautaires d'accueil et de déplacés internes et les municipalités pour favoriser les dialogues intercommunautaires et la participation à la fourniture d'un ordre public décentralisé.

Chacune de ces activités possède un indicateur qui est présenté par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 33 : Indicateurs pour les extrants des activités 3.2.1, à 3.2.6 du produit 3.2

No de l'indicateur	Indicateurs	Valeur de référence mars 2021- avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
3.2.1	Nombre de brochures distribuées en anglais, français et/ou « pidgin ».	0	0	0	0	0
3.2.2	Nombre de déplacés internes et de communautés d'accueil participant à des campagnes de sensibilisation ou à des ateliers sur le multiculturalisme dans les espaces publics et dans les mairies.	0	0	0	0	0
3.2.3	Proportion de femmes impliquées dans la production et la diffusion d'émissions multiculturelles à la radio locale et sur les réseaux sociaux pour les jeunes.	0%	0%	0%	0%	0%
3.2.4	Faciliter la participation des personnes handicapées à la production et à la diffusion d'émissions axées sur le multiculturalisme à la radio locale et sur les médias sociaux à tendance.	0	0	0	0	0
3.2.5	Encourager la création et l'amélioration par les femmes d'événements multiculturels dans les espaces publics sur le multiculturalisme, la participation communautaire et la prévention des conflits	0	0	0	0	0
3.2.6	Nombre de partenariats formels créés entre les associations de communautés d'accueil et de personnes déplacées et les municipalités	0	0	0	0	0

Extrants des activités du produit 3.3

Valeurs de référence pour les extrants des activités 3.3.1, à 3.2.6

Intitulé de l'activité 3.2.1 : Analyser les chaînes de valeur économiques locales (LEVC) potentielles et prometteuses existantes comme moyen de minimiser la concurrence pour l'emploi et les conflits connexes entre les PDI et les Communautés d'accueil. Établir un cadre de collaboration entre le projet, les institutions financières et les autorités locales pour favoriser l'accès au financement pour le développement de l'économie locale.

Intitulé de l'activité 3.3.2 : Établir un cadre de collaboration entre le projet, les institutions financières et les autorités locales pour favoriser l'accès au financement pour le développement de l'économie locale.

Intitulé de l'activité 3.3.3 : Proposer des modèles pour améliorer l'insertion économique des personnes déplacées et minimiser les conflits avec les communautés d'accueil.

Intitulé de l'activité 3.3.4 : Faciliter la production de plans d'affaires, y compris la liste de contrôle de la gestion du crédit, les principes de demande de prêt et la stratégie de marketing et de vente dirigée par les TIC pour lancer des activités génératrices de s groupées/coopératives.

Intitulé de l'activité 3.3.5 : Former des groupes cibles/coopératives existantes ou nouvellement créées à l'utilisation des TIC pour promouvoir le marketing et les ventes en ligne aux niveaux local, national et mondial

Intitulé de l'activité 3.3.6 : Soutenir la création de partenariats formels entre les associations communautaires d'accueil et de déplacés internes et les municipalités pour favoriser les dialogues intercommunautaires et la participation à la fourniture d'un ordre public décentralisé.

Intitulé de l'activité 3.3.7 : Plaider pour accroître l'accès d'organisations ou de coopératives sélectionnées aux prêts et aux marchés/contrats municipaux

Chacune de ces activités possède un indicateur qui est présenté par commune dans le tableau ci-dessous :

Tableau 34 : Indicateurs pour les extrants des activités 3.3.1, à 3.3.7 du produit 3.2

No de l'indicateur	Indicateurs	Valeur de référence mars 2021 - avril 2022				
		Douala IV	Loum	Bafoussam III	Dschang	Babadjou
3.3.1	Nombre de municipalités qui ont adopté le LEVC pour certains produits ou services	0	0	0	0	0
3.3.2	Nombre de communes disposant d'un cadre de collaboration entre le projet, les institutions financières et les collectivités locales.	0	0	0	0	0
3.3.3	Modèles d'insertion économique orientés vers les PDI municipaux émergents documentés.	0	0	0	0	0
3.3.4	Nombre de Business plan produits	0	0	0	0	0
3.3.5	Nombre d'atelier de formation	0	0	0	0	0
3.3.6	Nombre de déplacés internes et de populations hôtes ayant une meilleure compréhension des conditions d'accès au prêt et à l'hypothèque	0	0	0	0	0
3.3.7	Responsables locaux des appels d'offres publics, institutions de microfinance ou bancaires satisfaits du rôle/plaidoyer municipal pour accroître l'accès des très petites et petites entreprises ou coopératives au crédit et au contrat municipal	0	0	0	0	0

La synthèse des indicateurs de résultat et des extrants des activités est présentée en annexe 4.

4

PROPOSITION DU CADRE DE SUIVI- EVALUATION DU PROJET PBF

4.1 Matrice de suivi-évaluation des indicateurs du projet PBF

4.1.1 Matrice de suivi-évaluation des indicateurs du projet PBF dans la commune de Douala IV

Le présent chapitre est volontairement synthétique et didactique. Il a pour vocation de servir « d'outil de veille » aux personnes chargées d'assurer le suivi-évaluation du projet. Il sera consulté régulièrement par les agents de l'UGP,

pour répondre à des questions précises, telles que « que dois-je faire à cette étape ? », quelle information rechercher et comment y arriver.

La synthèse du cadre de suivi pour les indicateurs d'extrants des activités est présentée en annexe 4.



Marché principal de Dschang

CL commune de Douala IV

Objectifs/Indicateurs	Indicateurs	Facteurs de dépréciation	Cible des indicateurs	Situation de référence	Mode de calcul/l'appréciation	Échelle	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable	Utilisation des données
Les conflits entre les personnes déplacées et les communautés hôtes sont liés à la concurrence et aux tensions sur les opportunités économiques, les terres et le logement existants.	La Proportion de la population cible travaillant au secteur privé (incluant les opportunités de développement, logement, santé, etc.)	Statut de déplacement	Au moins 70%	PIB : 28%	[Nombre de personnes qui déclarent être propriétaires de la terre et d'activités, services commerciaux, etc.], indépendamment d'un logement existant ou non mentionné dans leur questionnaire. [Nombre de personnes interrogées] x 100	100	Enquête par sondage	Trimestrielle/annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement
				Communautés hôtes 25,6%						
				18 à 30 ans : 62%						
				30 ans et + : 23,8%						
	La Proportion de femmes (y compris les Femmes et les jeunes) qui ont accès durable à la terre agricole.	Statut de déplacement	Au moins 70%	PIB : 31,3%	[Nombre de personnes qui déclarent avoir accès durable à la terre agricole], indépendamment d'un logement existant ou non mentionné dans leur questionnaire. [Nombre de personnes interrogées] x 100	100	Enquête par sondage	Trimestrielle/annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement
				Communautés hôtes : 2%						
				18 à 30 ans : 42%						
				30 ans et + : 18,2%						
	La Proportion de personnes âgées (y compris les Femmes et les jeunes) qui ont accès durable à la terre agricole.	Statut de déplacement	Au moins 70%	PIB : 15,9%	[Nombre de personnes qui déclarent avoir accès durable à la terre agricole], indépendamment d'un logement existant ou non mentionné dans leur questionnaire. [Nombre de personnes interrogées] x 100	100	Enquête par sondage	Trimestrielle/annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement
				Communautés hôtes : 12%						
				18 à 30 ans : 4,6%						
				30 ans et + : 21,2%						
1.1.a Proportion de personnes déplacées (y compris les Femmes et les jeunes) qui ont accès durable à la terre agricole.	secteur	Au moins 40%	Bonnes 0%	[Nombre de personnes qui déclarent avoir accès durable à la terre agricole], indépendamment d'un logement existant ou non mentionné dans leur questionnaire. [Nombre de personnes interrogées] x 100	62	Enquête par sondage	Trimestrielle/annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement	
			Femmes 1,7%							
			Entre 31 et 30 ans 0%							
			30 ans et plus 1,7%							
	secteur	Au moins 40%	Bonnes 2,9%	[Nombre de personnes qui déclarent avoir accès durable à la terre agricole], indépendamment d'un logement existant ou non mentionné dans leur questionnaire. [Nombre de personnes interrogées] x 100	62	Enquête par sondage	Trimestrielle/annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement	
			Femmes 0%							
			Entre 31 et 30 ans 0%							
			30 ans et plus 1,9%							
	1.1.c. Indicateur de taux de conflit entre les agriculteurs et les éleveurs, les locataires de maisons et les propriétaires.	-	Au moins 10%	-	[Nombre de conflits par type de référence] (année 2022) / [Nombre de conflits au cours de la période de référence] (année 2022) / [Nombre de conflits par type de référence] (année 2022) x 100	-	-	Mensuelle/annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement
				1.1.c1 Conflits liés aux droits de culture.						
				1.1.c2 Conflits liés à l'occupation des terres à long terme.						
				1.1.c3 Conflits liés au sol de fertilité.						
1.1.e1 Conflits liés à l'occupation des terres défectives à des fins agricoles.	-	-	-	[Nombre de conflits par type de référence] (année 2022) / [Nombre de conflits au cours de la période de référence] (année 2022) / [Nombre de conflits par type de référence] (année 2022) x 100	-	-	Mensuelle/annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement	
			1.1.e2 Conflits liés à l'occupation des terres défectives à des fins agricoles.							
			1.1.e3 Conflits liés à l'occupation des terres défectives à des fins agricoles.							
			1.1.e4 Conflits liés à l'occupation des terres défectives à des fins agricoles.							
1.2.a. Nombre de personnes déplacées ayant accès à un logement décent et à des services d'assainissement de base.	statut de déplacement,	75% au-dessus de la valeur de base	30%	[Nombre de personnes déplacées de facto qui déclarent avoir accès à un logement décent et à des services d'assainissement de base] / [Total de la population des déplacés de facto] x 100	62	Enquête par sondage	Annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement	
			1.2b. Réduction du taux de conflits (secteur/propriétaire)							
			1.2b1. Coexistence pacifique entre les communautés hôtes et les personnes déplacées dans les zones d'accueil.							
			1.2b2. Incidence de l'insécurité alimentaire.							
1.2b3. Manque de services ou manque de logements pour payer le loyer.	-	- 30 % de TMO	75%	[Proportion des conflits résolu entre propriétaires de logements et locataires ou cours de l'accès de culture] / [Nombre de conflits] x 100	62	Enquête par sondage	Mensuelle/annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement	
			40%							
			37,2%							
			20%							
1.2b4. Qualité des relations des voisins.	-	-	-	[Proportion des conflits résolu entre propriétaires de logements et locataires ou cours de l'accès de culture] / [Nombre de conflits] x 100	62	Enquête par sondage	Mensuelle/annuelle	Responsable sectoriel	SGP, Partenaires d'activités, de suivi en terre et logement	
			40%							
			37,2%							
			20%							

1.a.2 Proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire pour genre ou problèmes liés au logement dans les zones urbaines.	Statut de déplacement	Au moins 10% au-dessus de la valeur de base	FDS: 11,6%	[Nombre de personnes interrogées qui ont été l'administrateur pour gérer leurs problèmes liés au logement]	62	Enquête par sondage	Annuelle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
			Communauté cible: 2,7%						
1.a.3 Pourcentage d'impact perçu dans l'accès à l'eau et au droit au logement	Age	Au moins 40%	30 ans et +: 14,2%	[Nombre de personnes interrogées qui ont été l'administrateur pour gérer leurs problèmes liés au logement]	62	Enquête par sondage	Annuelle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
	Sexe		Hommes: 3,4%						
	Statut de déplacement		FDS: 17,2%						
			Communauté cible: 2,9%						
1.a.4 Pourcentage d'impact perçu dans l'accès à l'eau et au droit au logement	Age	Au moins 10% au-dessus de la valeur de base	10 à 30 ans: 13,4%	[Nombre de personnes interrogées qui ont été l'administrateur pour gérer leurs problèmes liés au logement]	62	Enquête par sondage	Annuelle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
	Sexe		Hommes: 10%						
	Statut de déplacement		FDS: 17,2%						
			Communauté cible: 2,9%						
1.a.5 Proportion de la population cible qui a exprimé des attentes en matière de services sociaux de base	Statut de déplacement	1 / Trimestre / Municipalité	FDS: 1,3%	Somme du nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité ciblées la population locale et les personnes déplacées pour l'habitat informel / nombre de communes.	62	Enquête par sondage	Trimestrielle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
	Age		10 à 30 ans: 3%						
	Sexe		30 ans et +: 3%						
			Femmes: 0,9%						
1.1.a Proportion de la population cible avec au moins un certificat de naissance valide dans les zones urbaines.	Statut de déplacement	4,8%	FDS: 14,3%	[Nombre de personnes interrogées disposant un certificat de naissance / nombre de personnes interrogées] x 100	62	Enquête par sondage	Semestrielle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
	Age		10 à 30 ans: 14,3%						
	Sexe		30 ans et +: 60%						
			Femmes: 11,8%						
1.1.b Nombre de plaintes enregistrées à l'égard des centres d'habitat informel pour la délivrance de cartes d'habitat	-	1 / Semestre	0	Nombre de nombre de plaintes enregistrées à l'égard des centres d'habitat informel de différents types d'habitat dans chaque municipalité / nombre de communes.	-	Interaction avec les communes	Semestrielle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
	-	1 / Trimestre / Municipalité	0	Somme du nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité ciblées la population locale et les personnes déplacées pour l'habitat informel / nombre de communes.	-	Interaction avec les communes	Trimestrielle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
1.2.a Nombre de campagnes de sensibilisation ciblées les acteurs locaux organisés dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les PDI) à la gouvernance locale	-	Deux fois par an / municipalité	0	Nombre de nombre de campagnes de sensibilisation ciblées les acteurs locaux organisés dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les PDI) à la gouvernance locale	-	Interaction avec les communes, les leaders communautaires et les associations communautaires	Trimestrielle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
	-	50 (10 par municipalité)	0	Campagne de nombre de parties prenantes (ONG, institutions de services et autres locales) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le dialogue et le médiation	-	Interaction avec les communes, les associations communautaires et les leaders communautaires	Trimestrielle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
1.2.c Nombre d'activités organisées (visites et ateliers) dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le médiation	-	1 / trimestre	0	Nombre des activités de chaque commune organisée pour favoriser le dialogue et le médiation / nombre de communes	-	Interaction avec les communes	Trimestrielle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
	1.3.a Nombre de visites de cabinet réalisées en situation de crise	Secteurs d'activité	2 / Municipalité	14,7%	Démarche de suivi de chaque ville dans les zones de crise en matière de projet.	62	Enquête par sondage	Semestrielle	Responsabilité civile
1.3.a.1 Visites des problèmes agricoles	5,7%								
1.3.a.2 Problèmes sociaux	30,8%								
1.3.a.3 Problèmes de santé	5,7%								
1.3.a.4 Activités	1,6%								
1.3.a.5 Autres	4,5%								
1.3.b Nombre de projets réalisés (MDS et PDI) effectués de manière	Secteurs d'activité			Au moins 20 / Municipalité					
1.3.c Nombre de projets impliquant les personnes déplacées ou les populations vulnérables dans les chaînes de valeur identifiées	Secteurs d'activité	Au moins 20 / Municipalité	0	Campagne de nombre de projets impliquant des personnes déplacées ou des populations vulnérables dans les chaînes de valeur identifiées	-	Interaction avec les communes	Semestrielle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu
1.3.d Nombre d'activités organisées (visites et ateliers) dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le médiation	Secteurs d'activité et suivi de projet de données	Au moins 50 / Municipalité (Au moins 40% des projets soutenus)	0	Campagne de nombre d'activités organisées pour favoriser le dialogue et le médiation	-	Interaction avec les communes et les associations communautaires	Trimestrielle	Responsabilité civile	RCP, Partenaires d'évaluation de données, de suivi et de contenu

Objectifs/Résultats	Indicateurs	Facteurs de désagrégation	Cible des indicateurs	Situation de référence	Méthode de calcul/d'appréhension	Echantillon	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable	Utilisation des informations							
1. Les conflits entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil liés à la concurrence et aux tensions pour les opportunités économiques, la terre et le logement sont réduits.	1a Proportion de la population cible recensée sur ses actifs phytoclimat ou opportunités socio-économiques (terre, logement, marché, etc.)																
	1a1 Propriétaire de la terre (plantations, terrains constructibles, etc.)	Statut de déplacement	Au moins 70%	PDI : 2,8%	[Nombre de personnes qui déclarent être propriétaires de la terre (plantations, terrains constructibles, etc.) bénéficiaires d'un logement, conforme aux normes au sein d'un / Nombre de personnes interrogées] x 100	300	Enquête par sondage	Semestrielle/annuelle	Responsable suivi Evaluation	UGP, Partenaire d'exécution, de mise en œuvre et financier							
		Age		Communauté cible: 25,5%													
		Sexe		18 à 30 ans: 8,5%													
		Handicap		30 ans et +: 20,8%													
	1a2 Bénéficiaire d'un logement qui est conforme aux normes	Statut de déplacement		PDI: 16,3%													
		Age	Communauté cible: 9,2%														
		Sexe	18 à 30 ans: 6,3%														
		Handicap	30 ans et +: 18,5%														
	Communauté qui œuvre sur le marché	Statut de déplacement		PDI: 15,9%													
		Age	Communauté cible: 12%														
		Sexe	18 à 30 ans: 6,5%														
	Handicap	30 ans et +: 21,3%															
1.1 Proportion de personnes déplacées (y compris les Femmes et les jeunes) qui ont un accès durable à des terres agricoles.	1.1.a Proportion de personnes déplacées (y compris les Femmes et les jeunes) qui ont un accès durable à des terres agricoles.	MSF	Au moins 40%	Femmes: 0%	[Nombre d'hectares qui déclarent avoir accès aux terres de plantation, etc.] / Nombre de personnes interrogées] x 100	42	Enquête par sondage	Trimestrielle/annuelle	Responsable suivi Evaluation	UGP, Partenaire d'exécution, de mise en œuvre et financier							
		Age	Femmes: 2,3%														
			Entre 18 et 30 ans: 2,1%														
			30 ans et plus: 0%														
	1.1.b Proportion d'hectares ayant accès à des cultures	sexe	Au moins 40%	Femmes: 0%													
		Age	Entre 18 et 30 ans: 0%														
			30 ans et plus: 0%														
	1.1.c Réduction du taux de conflit entre les agriculteurs et les éleveurs, les locataires de maisons et les propriétaires.	1.1.c1 Conflits liés aux droits de cultures	-	Au moins 20%							-	[Nombre de conflits période de référence (année 2021) - Nombre de conflits avant période de référence (année 2021)] / Nombre de conflits période de référence (année 2021)] x 100	-	Entretiens avec les leaders communautaires	Mensuelle/annuelle	Responsable suivi Evaluation	UGP, Partenaire d'exécution et de mise en œuvre
		1.1.c2 Conflits liés à l'occupation des points d'eau									-						
		1.1.c3 Conflits liés au vol de bétail									-						
		1.1.c4 Conflits liés à l'utilisation des points d'eau									-						
		1.2a Nombre de personnes déplacées ayant accès à un logement décent et à des services d'assainissement de base	statut de déplacement	250 au-dessus de la valeur de base							360						
1.2b Réduction du taux de conflits locataire/propriétaire		-	- 30 % de TBD	75%	[Différence des conflits résolus entre propriétaires de logement et locataires au cours de l'année de référence - Nombre des conflits résolus entre propriétaires et locataires au cours de l'année de référence] / nombre des conflits résolus au cours de l'année de référence] x 100	42	Entretiens avec les leaders communautaires et les communes	Mensuelle/annuelle	Responsable suivi Evaluation	UGP, Partenaire d'exécution, de mise en œuvre, et gouvernementaux							
1.2b1 Concurrence pour l'accès aux points d'eau dans les communes et aux toilettes aux heures de pointe de la journée (principalement dans les marchés et écoles)				40%													
1.2b2 Insuffisance de l'assainissement des déchets				30%													
1.2b3 Manque de revenus ou mauvaise foi locataires pour payer le loyer	25%																
1.2b4 Qualité des relations des																	
1.3a Proportion de personnes déplacées cibles qui ont accès à des points de vente	Statut de déplacement	Au moins 80 % au-dessus du niveau de référence cibles dans le cadre de ce résultat	PDI: 34,36%	[Nombre de PDI communes cibles qui ont accès à des points de vente / nombre des communes PDI interrogées] x 100	42	Enquête par sondage	Mensuelle/annuelle	Responsable suivi Evaluation	UGP, Partenaire d'exécution, de mise en œuvre, et gouvernementaux								
	Age	18 à 30 ans: 27,27%															
	Sexe	30 ans et +: 9,09%															
			Femmes: 18,18%														
			Femmes: 18,18%														

2. Capacité accrue des gouvernements locaux à résoudre les conflits de centres structurels induits en particulier par le déplacement en collaboration avec les autorités locales, institutions religieuses et communautaires et la police	2.1a Nombre de litiges enregistrés sur les places de marché (Bites et PDI)	Statut de déplacement	Au moins - 50 %	PDI : 62,5%	Comptage du nombre de litiges enregistré	2	Entretiens avec les associations de Femmes	Mensuelle/trimestrielle	Responsable suivi évaluateur	UGP, Particuliers d'éducation, de mise en œuvre, et gouvernementaux												
		Age		Communauté brite 33,3%			18 et 30 ans : 50,3%				30 ans et + : 61,7%	Entretiens avec les communes										
		Sexe		Femmes 33,3%									Femmes 67,7%									
	2a Taux de population affirmant que leurs besoins sont pris en compte par le gouvernement local.	Statut de déplacement	50% ou dessous de la valeur de base	PDI: 31,8%	Comptage du nombre d'outils disponibles sur le terrain municipal dans les municipalités [(Nombre de personnes interrogées qui déclarent que leurs besoins sont pris en compte par le gouvernement local à la fin du projet / nombre de personnes interrogées à la fin du projet) x 100]. [(Nombre de personnes interrogées qui déclarent que leurs besoins sont pris en compte par le gouvernement local à la fin du projet) / (Nombre de personnes interrogées)]	41	Enquête par sondage	Semestrielle/annuelle	Responsable suivi évaluateur	UGP, Particuliers d'éducation, de mise en œuvre, et communes												
											Age	Communauté brite 23,3%	18 à 30 ans 28,7%	30 ans et + 7,9%								
											Sexe	Femmes 15,4%			Femmes 21,2%							
											Mhandicap	Handicapé 0%										
											3. Confiance accrue entre les personnes déplacées, les communautés d'accueil et le gouvernement local grâce à une meilleure inclusion civique et à la réussite de la communauté	3.1 Préparation d'institutions locales, y compris les organisations de Femmes et de jeunes, catalistes de la promotion de la prévention des conflits et de la réponse aux conflits dans les espaces publics et les institutions (par exemple les associations)	Types d'organisations	Au moins 70%	Institutions locales: 0%	Organisations de Femmes: 0%	Organisations de jeunes: 0%	Entretiens avec les associations locales, y compris les organisations de Femmes et de jeunes qui aident à être satisfaits de la prévention des conflits	Entretiens avec les communes	Semestrielle/annuelle	Responsable suivi évaluateur	UGP, Particuliers d'éducation, de mise en œuvre et commune
	3.2 Augmentation en pourcentage de la proportion de représentants féminins dans les dialogues locaux, les processus de résolution de conflits	-	50% ou dessous de la valeur de base	40%	[Nombre de Femmes / nombre impliqués dans les dialogues locaux dans chaque commune à la fin du projet / (Nombre de personnes interrogées qui utilisent l'administration pour gérer leurs problèmes dans les zones collectives) / nombre total de personnes interrogées]	Entretiens avec les communes	Entretiens avec les associations communautaires	Trimestrielle/annuelle	Responsable suivi évaluateur	UGP, Particuliers d'éducation, de mise en œuvre et commune												
Age	Communauté brite 1,9%	18 à 30 ans: 8,3%	30 ans et + : 9,3%																			
Sexe	Hommes: 12,8%			Femmes: 17,6%																		
3.4.2 Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer ses problèmes liés à la terre et dans les zones collectives.	Statut de déplacement	Au moins 50% ou dessous de la valeur de base	PDI: 9%		[Nombre de personnes interrogées qui utilisent l'administration pour gérer leurs problèmes dans les zones collectives] / nombre total de personnes interrogées	41	Enquête par sondage	Annuelle	Responsable suivi évaluateur	UGP, Particuliers d'éducation, de mise en œuvre et commune												
				Age								Communauté brite 5,5%	18 à 30 ans: 6,5%	30 ans et + : 0%								
				Sexe								Hommes: 9,7%			Femmes: 17,6%							
3.5 Pourcentage d'équité perçue dans l'accès à la terre et au droit de logement.	Statut de déplacement	Au moins 30% ou dessous de la valeur de base	PDI: 36,4%	[Nombre d'individus interrogés ayant un revenu mensuel supérieur ou égal à la moyenne la fin du projet / nombre total de personnes interrogées à la fin du projet] x 100] - [Nombre d'individus interrogés ayant un revenu mensuel inférieur à la moyenne la fin du projet / nombre total de personnes interrogées à la fin du projet] x 100]	41	Enquête par sondage	Annuelle	Responsable suivi évaluateur	UGP, Particuliers d'éducation, de mise en œuvre et commune													
										Age		Communauté brite 20,5%	18 à 30 ans: 28%	30 ans et + : 26,6%								
										Sexe	Hommes: 23,4%	Femmes: 39%										
										3.6 Proportion de la population cible qui a augmenté durablement ses revenus grâce au projet	Statut de déplacement		-	PDI: 22,1%	Somme du nombre de campagnes de sensibilisation et de chaque municipalité ciblant la population locale et les personnes déplacées pour l'habilement / nombre de communes	41	Enquête par sondage	Trimestrielle	Responsable suivi évaluateur	UGP, Particuliers d'éducation, de mise en œuvre et commune		
Age	Communauté brite 48,8%	18 à 30 ans: 19,5%	30 ans et + : 22,1%																			
Sexe	Femmes: 0,9%			Femmes: 0,9%																		
3.7a Proportion de la population cible avec au moins un certificat de naissance valide dans les zones collectives.	Statut de déplacement	40%	PDI: 35,1%		[Nombre de personnes interrogées disposant d'un certificat de naissance / nombre de personnes interrogées] x 100]	41	Enquête par sondage	Semestrielle	Responsable suivi évaluateur	UGP, Particuliers d'éducation, de mise en œuvre, communes												
				Age							Communauté brite 58,4%	18 à 30 ans: 46,8%	30 ans et + : 46,8%									
				Sexe							Hommes: 37,5%			Femmes: 55,8%								
				3.7b Nombre de plaques enregistrées ciblant les centres d'identification pour la délivrance de cartes d'identité dans chaque commune/ nombre de communes.							-	1 / Semestre	0		Somme du nombre de plaques enregistrées ciblant les centres d'identification de délivrance de cartes d'identité dans chaque commune/ nombre de communes.	-	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable suivi évaluateur	UGP, Particuliers d'éducation, de mise en œuvre, communes		

3.1.1	Nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité ciblant la population locale et les personnes déplacées pour	-	1 /Trimestre /Municipalité	0	Somme du nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité ciblant la population	-	Entretiens avec les communes, Entretiens avec les leaders communautaires	Trimestrielle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes	
3.2	Nombre de campagnes de sensibilisation ciblant les acteurs locaux organisés dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les PD) à la gouvernance locale	-	Deux fois par an/municipalité	0	Somme du nombre de campagne de sensibilisation ciblant les acteurs locaux organisés dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les PD) à la gouvernance locale	-	Entretiens avec les communes, les leaders communautaires et les associations communautaires	Trimestrielle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes	
3.2.1	Nombre de parties prenantes (ONG, Fédération de femmes et autorités locales) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le multiculturalisme.	-	50 (10 par municipalité)	0	Comptage du nombre de parties prenantes (ONG, fédérations de femmes et autorités locales) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le multiculturalisme	-	Entretiens avec les associations communautaires, les leaders communautaires et les communes	Trimestrielle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes	
3.2.2	Nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme.	-	1/trimestre	0	Somme des activités de chaque commune organisée pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme/ nombre de commune	-	Entretiens avec les communes	Trimestrielle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes	
3.3a	Nombre de chaînes de valeur incluses identifiées dans l'économie	Secteurs d'activité	3 /Municipalité	0	Démarche de peils de chaîne filière dans les zones de mise en œuvre du projet	42	Enquête par sondage	Semestrielle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes	
3.3.a1	Activités agricoles en élevage										21,9%
3.3.a2	Vente des produits agricoles										22,7%
3.3.a3	Petit commerce										21,9%
3.3.a4	Mats liés										3,1%
3.3.a5	Artisanat										3,1%
3.3.a6	Commerce										0,0%
3.3	Nombre de projets conjoint (GILS et PD) sélectionnés soutenus	Secteurs d'activité	Au moins 20 /Municipalité	0	Comptage du nombre de projet conjoint disponibles	-	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes	
3.3.1	Nombre de projets impliquant des personnes déplacées ou des populations hôtes) soutenus dans les chaînes de valeur identifiées.	Secteurs d'activité	Au moins 20 /Municipalité	0	Comptage du nombre de projets (impliquant des personnes déplacées ou des populations hôtes) soutenus dans les chaînes de valeur identifiées	-	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes	
3.3.2	Nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme	Secteurs d'activité et sens du porteur de projets	Au moins 50 /Municipalité (Au moins 60 % des projets soutenus impliquent des femmes)	0	Comptage du nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune	-	Entretiens avec les communes et les associations communautaires	Semestrielle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes	
2.1	Pourcentage d'autorités municipales qui ont une médiateur compétent ou des facteurs de conflit causal ou exacerbés par le déplacement	-	Au moins 60 % // Municipalité	0	(Nombre d'autorités municipales interrogées qui ont une bonne connaissance des facteurs de conflits / nombre totale d'autorités municipales interrogées) x 100	-	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
2.2a	Proportion d'autorités locales et de personnes ressources formées dans chaque commune	-	Au moins 75 % dans chaque municipalité	0%	(Nombre d'autorités ayant fait 5 facteurs de conflits (jeune des femmes) / nombre d'autorités locales interrogées) x 100	-	Entretiens avec les autorités municipales	Trimestrielle/Annuelle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
2.2b	Une stratégie de prévention et de gestion de crise adaptée localement et disponible dans chaque commune accessible	-	5 municipalités à la fin de la première	0	Existe mais pas adaptée à la gestion des conflits liés à la terre et aux logements	-	Entretiens avec les communes	Annuelle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
2.2c	Nombre de campagnes de sensibilisation contre les conflits liés aux terres et aux gouvernances hôte dans les municipalités ciblant à la fin	-	25 (5/an/municipalité)	0	Comptage des campagnes de sensibilisation sur les conflits liés à la gouvernance des terres	-	Entretiens avec les communes, Entretiens avec les associations communautaires	Semestrielle/annuelle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
2.2.d	Nombre de mécanismes de prévention et de gestion de conflit locaux mis en place ou renforcés dans chaque municipalité	-	Au moins 70 %	0	Comptage des mécanismes de prévention et de gestion de conflit locaux mis en place ou renforcés dans chaque municipalité	-	Entretiens avec les communes	Trimestrielle/annuelle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
2.3a	Une liste d'indicateurs mis en place de manière participative dans chaque commune	-	5 (1/ municipalité)	0	Contat de la présence d'une liste d'indicateurs dans chaque municipalité	-	Entretiens avec les communes	Annuelle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
2.3b	Un classement des quartiers plus sûrs disponible dans chaque commune	-	5 (1/ municipalité)	0	Contat de l'existence d'un classement des quartiers plus sûrs dans chaque commune	-	Entretiens avec les communes	Annuelle	Responsable Suivi Evaluation	DGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	

3. Coopération active entre les personnes déplacées, les communautés d'accueil et le gouvernement local grâce à une meilleure inclusion, dialogue et à la visibilité de la communauté.	2.2c Nombre de campagnes de sensibilisation contre les conflits liés aux terres et aux gouvernements locaux dans les municipalités ciblées à la fin	-	25 (1/xx/municipalité)	0	Coutage des campagnes de sensibilisation sur les conflits liés à la gouvernance locale.	-	Entretiens avec les comités. Entretiens avec les associations communautaires.	Semestrielle/annuelle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
	2.2d Nombre de interventions de prévention et de gestion de conflit locales mis en place ou prévues dans chaque municipalité	-	Au moins 70 %	0	Coutage des interventions de prévention et de gestion de conflit locales mis en place ou prévues dans chaque municipalité	-	Entretiens avec les communes	Trimestrielle/annuelle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
	2.3a Une liste d'indicateurs mis en place de manière participative dans chaque commune	-	5 (1/ municipalité)	0	Costat de la présence d'une liste d'indicateurs dans chaque municipalité	-	Entretiens avec les communes	Annuelle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
	2.3b De Classement des quartiers plus sûrs disponible dans chaque commune	-	5 (1/ municipalité)	0	Costat de l'existence d'un classement des quartiers plus sûrs dans chaque commune	-	Entretiens avec les communes	Annuelle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
	3.a1 Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer ses problèmes liés à la terre dans les zones affectées.	Statut de déplacement	Au moins 50% au-dessus de la valeur de base	FDI: 18,3%	[Nombre de personnes interrogées qui utilisent l'administration pour gérer leurs problèmes dans les zones affectées] / nombre total de personnes interrogées	-				Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune
				Communauté hôte: 1,9%							
				18 à 30 ans: 8,3%							
				30 ans et +: 9,3%							
				Hommes: 12,8%							
	Femmes: 17,6%										
	3.a2 Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer ses problèmes liés au logement dans les zones affectées.	Statut de déplacement	Au moins 50% au-dessus de la valeur de base	FDI: 9%	[Nombre de personnes interrogées qui utilisent l'administration pour gérer leurs problèmes dans les zones affectées] / nombre total de personnes interrogées	42	Enquête par sondage	Annuelle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
				Communauté hôte: 5,5%							
				18 à 30 ans: 6,5%							
	3.b Pourcentage d'équité perçue dans l'accès à la terre et au droit au logement.	Statut de déplacement	Au moins 30% au-dessus de la valeur de base	FDI: 36,4%	[Nombre d'individus interrogés ayant un revenu mensuel supérieur ou égal à la moyenne à la fin du projet / nombre total de personnes interrogées à la fin du projet] x 100 - [Nombre d'individus interrogés ayant un revenu mensuel	42	Enquête par sondage	Annuelle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune	
				Communauté hôte: 26%							
18 à 30 ans: 26%											
3.c Proportion de la population cible qui a augmenté durablement son revenu grâce au projet.	Statut de déplacement	Au moins 30% au-dessus de la valeur de base	FDI: 22,2%	Somme du nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité ciblant la population locale et les personnes déplacées pour l'habitement / nombre de commune	42	Enquête par sondage	Trimestrielle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune		
			Communauté hôte: 40,8%								
			18 à 30 ans: 19,5%								
3.1a Proportion de la population cible avec au moins un certificat de mariage valide dans les zones affectées.	Statut de déplacement	60%	FDI: 35,1%	[Nombre de personnes interrogées disposant un certificat de mariage] / nombre de personnes interrogées x100	42	Enquête par sondage	Semestrielle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune		
			Communauté hôte: 58,4%								
			18 à 30 ans: 46,8%								
3.1b Nombre de plaques d'identité enregistrées ciblant les centres d'identification pour la délivrance de cartes d'identité dans chaque commune/ nombre de commune.	-	1 /Semestrie	0	Somme du nombre de plaques enregistrées ciblant les centres d'identification de délivrance de cartes d'identité dans chaque commune/ nombre de commune.	-	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune		
3.1c Nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité ciblant la population locale et les personnes déplacées pour	-	1 /Trimestre /Municipalité	0	Somme du nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité ciblant la population	-	Entretiens avec les communes. Entretiens avec les leaders communautaires	Trimestrielle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune		
3.2 a Nombre de campagnes de sensibilisation ciblant les acteurs locaux organisés dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les FDR) à la gouvernance locale	-	Deux fois par an/municipalité	0	Somme du nombre de campagne de sensibilisation ciblant les acteurs locaux organisés dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les FDR) à la gouvernance locale	-	Entretiens avec les communes, les leaders communautaires et les associations communautaires	Trimestrielle	Responsable suivi/évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune		

	3.2.b Nombre de parties prenantes (ONG, Fédération de femmes et autorités locales) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le multiculturalisme	-	50 (10 par municipalité)	0	Comptage du nombre de parties prenantes (ONG, Fédération de femmes et autorités locales) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le multiculturalisme	-	Entretiens avec les associations communautaires, les leaders communautaires et les communes	Trimestrielle	Responsable Suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes		
	3.2.c Nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme	-	1/trimestre	0	Somme des activités de chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme/ nombre de commune	-	Entretiens avec les communes	Trimestrielle	Responsable Suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes		
	3.3.a Nombre de chaînes de valeur inclusives identifiées dans l'économie	Secteurs d'activité	7 /Municipalité			Détermination du poids de chaque filière dans les zones de mise en œuvre du projet	62	Enquête par sondage	Semestrielle	Responsable Suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes	
	3.3.a1 Activités agricoles ou d'élevage											21,9%
	3.3.a2 Vente des produits agricoles											22,3%
	3.3.a3 Petit commerce											21,9%
	3.3.a4 Micro-tail											3,1%
	3.3.a5 Artisanat											3,1%
	3.3.a6 Gastron											8,0%
	3.3.b Nombre de projets conjoints (filères et PDI) sélectionnés soutenus	Secteurs d'activité	Au moins 20 /Municipalité	0	Comptage du nombre de projet conjoint disponibles	-	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable Suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes		
3.3.c Nombre de projets impliquant des personnes déplacées ou des populations hites) soutenus dans les chaînes de valeur identifiées	Secteurs d'activité	Au moins 20 /Municipalité	0	Comptage du nombre de projets (impliquant des personnes déplacées ou des populations hites) soutenus dans les chaînes de valeur identifiées	-	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable Suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes			
3.3.d Nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme	Secteurs d'activité et sexe du porteur de projet	Au moins 50/Municipalité (Au moins 60 % des projets soutenus impliquant des femmes)	0	Comptage du nombre d'activités organisées trimestriellement dans chaque commune	-	Entretiens avec les communes et les associations communautaires	Semestrielle	Responsable Suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, communes			
3. Confiance accrue entre les personnes déplacées, les communautés d'accueil et le gouvernement local grâce à une meilleure inclusion citoyenne et à la sécurité de la communauté	3.a.1 Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer ses problèmes liés à la terre dans les zones sélectionnées.	Statut de déplacement	Au moins 50% au-dessus de la valeur de base	PDI: 3,4%	[Nombre de personnes interrogées qui utilisent l'administration pour gérer leurs problèmes dans les zones sélectionnées / nombre totale de personnes interrogées	62	Enquête par sondage	Annuelle	Responsable suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation et de mise en œuvre		
				Communauté hites: 2,7%								
				18 à 30 ans: 6,6%								
				30 ans et +: 5%								
	3.a.2 Proportion de la population cible utilisant l'administration pour gérer ses problèmes liés au logement dans les zones sélectionnées.	Statut de déplacement	Au moins 50% au-dessus de la valeur de base	PDI: 2,5%	[Nombre de personnes interrogées qui utilisent l'administration pour gérer leurs problèmes dans les zones sélectionnées / nombre totale de personnes interrogées	62	Enquête par sondage	Annuelle	Responsable suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune		
				Communauté hites: 2,3%								
				18 à 30 ans: 6,3%								
				30 ans et +: 4,6%								
	3.b Pourcentage d'épave perdue dans l'accès à la terre et au droit au logement	Statut de déplacement	Au moins 30% au-dessus de la valeur de base	PDI: 21,1%	[Nombre d'individus interrogés ayant un revenu mensuel supérieur ou égal à la moyenne la fin du projet / nombre total de personnes interrogées à la fin du projet) x 100] - [Nombre d'individus	62	Enquête par sondage	Annuelle	Responsable suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune		
				Communauté hites: 29%								
18 à 30 ans: 4,3%												
30 ans et +: 20,3%												
3.c Proportion de la population cible qui a augmenté durablement ses revenus grâce au projet	Statut de déplacement	1 /Trimestre /Municipalité	PDI: 5,5%	Somme du nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité ciblant la population locale et les personnes déplacées pour l'établissement / nombre de commune.	62	Enquête par sondage	Trimestrielle	Responsable suivi-évaluation	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre et commune			
			Communauté hites: 22,2%									
			18 à 30 ans: 2,9%									
			30 ans et +: 18,0%									

3.1a Proportion de la population cible avec au moins un certificat de naissance valide dans les zones affectées/cibles.	Statut de déplacement	60%	PDI: 42%	[Nombre de personnes interrogées disposant un certificat de naissance /nombre de personnes interrogées] x100	62	Enquête par sondage	Semestrielle	Responsable Suivi évalution	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune
	Age		Communauté cible: 49,3 %						
	Sexe		18 à 30 ans: 31,6 %						
			30 ans et +: 67,3 %						
		Hommes: 36,2%	Femmes: 55,1%						
3.1b Nombre de plaidoyers enregistrés ciblant les centres d'identification pour la délivrance de cartes d'identité.	-	1 /Semestre	4	Somme du nombre de plaidoyers enregistrés ciblant les centres d'identification de délivrance de cartes d'identité dans chaque commune/ nombre de communes.	-	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable Suivi évalution	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune
3.1c Nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité ciblant la population.	-	1 /Trimestre /Municipalité	4	Somme du nombre de campagnes de sensibilisation dans chaque municipalité.	-	Entretiens avec les communes Entretiens avec les leaders communautaires	Trimestrielle	Responsable Suivi évalution	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune
3.2a Nombre de campagnes de sensibilisation ciblant les acteurs locaux organisés dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les PDI) à la gouvernance locale.	-	Deux fois par an/municipalité	0	Somme du nombre de campagnes de sensibilisation ciblant les acteurs locaux organisés dans chaque commune sur la participation des communautés (y compris les PDI) à la gouvernance locale.	-	Entretiens avec les communes, les leaders communautaires et les associations communautaires	Trimestrielle	Responsable Suivi évalution	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune
3.2b Nombre de parties prenantes (OSC, institutions de femmes et autres foyers locaux) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le multiculturalisme.	-	50 (10 par municipalité)	0	Compagnie du nombre de parties prenantes (OSC, institutions de femmes et autorités locales) ayant signé une convention avec le projet pour promouvoir le multiculturalisme.	-	Entretiens avec les OSC, les associations communautaires, les leaders communautaires et les communes	Trimestrielle	Responsable Suivi évalution	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune
3.2c Nombre d'activités organisées/travaux effectués dans chaque commune pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme.	-	1/trimestre	0	Somme des activités de chaque commune organisées pour favoriser le dialogue et le multiculturalisme/ nombre de communes.	-	Entretiens avec les communes	Trimestrielle	Responsable Suivi évalution	UGP, Partenaires d'éducation, de mise en œuvre, commune



Réunion de sensibilisation aux valeurs du vivre ensemble et engagement des communautés hôtes à la mise en oeuvre du projet à Babadjou

4.2 Schéma organisationnel du système S&E du PBF

C'est le spécialiste Suivi-évaluation de l'UGP qui sera en charge du Suivi-évaluation du projet PBF. Pour mener à bien sa mission, il pourra s'appuyer sur les 5 points focaux qui sont déjà actifs dans les communes et les deux VNU qui sont affectés à Douala et Bafoussam. Il bénéficiera également de l'appui des partenaires de mise en œuvre en œuvre pour collecter les données sur le terrain.

Les moyens logistiques déployés pour le suivi évaluation et communication sont ceux dont dispose déjà l'UGP : le véhicule qui en cours d'acquisition, les bureaux de Yaoundé et son parc d'équipement informatique.

Commerçantes au marché de la commune de Loum (Loum, 13 avril 2022)



Formation des Volontaires à la cartographie des logements de transits et médiation pour la résolution des conflits bailleurs locataires à Bafoussam 3



5

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

5.1 Conclusion

La réalisation de l'étude de référence du projet PBF du a permis de renseigner 91 indicateurs couvrant les résultats, les produits et extraits du cadre logique du projet.

Plusieurs indicateurs ont eu des valeurs nulles d'une part parce que pour certain, très peu d'activités ont été réalisées dans les communes pour adresser les problèmes à résoudre. D'autre part à cause l'absence d'information sur le sujet à cause du manque d'un suivi documenté au

niveau des communes. Sur le suivi des conflits liés à la terre, aux logements ou encore dans les marchés par exemple, nous avons constaté une quasi-absence d'informations sur le sujet au niveau des communes souvent à cause d'un manque de compétences qualifiées pour gérer ce type de sujet. A l'issue de cette étude, il convient d'enclencher rapidement la phase opérationnelle du projet.

5.2 Recommandations

Pour assurer la cohérence dans la mise en œuvre du projet PBF, les recommandations ci-dessous ont été formulées à l'attention de l'UGP :

- Mettre en place dans chaque commune pour un système d'information fiable pour suivre et documenter l'évolution des conflits liés à l'accès à la terre, aux logements et dans les marchés
- Renforcer la compétence du personnel des communes pour pouvoir suivre et gérer les informations provenant des cadres de dialogue qui seront mis en place dans les quartiers pour faire progresser la participation communautaire à la décentralisation et au multiculturalisme

Par ailleurs, il s'avère nécessaire de veiller à la mise à niveau des systèmes d'information respectifs des partenaires de mise en œuvre, afin qu'elle puisse renseigner les indicateurs retenus dans le Plan de suivi-évaluation (nombre de litiges identifiés, implication des femmes et des jeunes et des handicapés, évolution de revenu des bénéficiaires etc.). La formation des acteurs devra insister sur cette question.

Enfin, quelques indicateurs sont importants à reformuler afin qu'ils soient en phase avec

le contexte et la facilité de mesure. Il s'agit notamment de l'indicateur de l'extrait 3.3. 7 reste flou et serait plus mesurable s'il est reformulé de la manière suivante : « Nombre de Responsables locaux des appels d'offres publics, institutions de microfinance ou bancaires satisfaits du rôle/ plaidoyer municipal pour accroître l'accès de très petites et petites entreprises ou coopératives au crédit et au contrat municipal »

Il en est de même de l'indicateur 1.1.3.1 relatifs à la superficie des zones de pâturage. En effet, plusieurs communes possèdent actuellement des zones de pâturages dont les superficies ne sont pas connues car, relevant de l'expertise des services spécialisés du MINDCAF et qui ne sont pas concernés par le projet, ce qui constitue un risque de goulot d'étranglement. Il serait plus judicieux de reformuler cet indicateur en retenant le nombre : « Nombre de zones agricoles et pastorales dont les Superficies ont été délimitées et précisées par les autorités publiques locales et les chefs traditionnels pour réduire les conflits ».

Pour ce qui est de la décentralisation et l'opérationnalisation des actions/mesures de prévention des conflits énoncées dans la SND 30, il convient de de formuler des indicateurs en relation avec le nombre d'emploi crée pour les femmes et les jeunes dans le cadre de la facilitation de l'intégration des PDI.

ANNEXE

ANNEXE 1 :

Bibliographie

Agence Belge de Développement, « KoBoToolbox : Des outils gratuits et ouvert pour la collecte et l'analyse des données », CTB Mali, décembre 2015.

Enabel, Agence Belge de Développement, Rapport Baseline de l'intervention « Renforcement des capacités des institutions et acteur de la société civile ». Code de l'intervention: MLI 16 047 11,

FAO, « Overview of methods for baseline assessments », <http://www.fao.org/spfs/monitoringevaluation/e-learning/en/>

Lémouogué J, Fofiri Nzossie E. J Kahou Nzouyem L, « Cameroun : les zones d'accueil des personnes déplacées, entre recomposition sociodémographique et gestion des personnes à besoins spécifiques », Alternatives Humanitaires, n°12, novembre 2019, p. 59-75.

SNV et al, « Rapport de l'étude Baseline du Projet régional de Dialogue pour la Transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest (PRODIATA) », Sud Conseil 2019.

Document de projet :

Loi 2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des collectivités territoriales

Stratégie Nationale de Développement SND 2020 2030.



Implication des jeunes et initiation à la cartographie participative de l'espace communaux

ANNEXE 2:

Liste des structures et personnes-ressources rencontrées

Num	Organisation /quartier/qualité	Nom de la personne-ressource	Fonction	Téléphone/ mail	Moyens de communication utilisés
Ministères et autres organisations partenaires					
1	MINEFOP	Mbara A Dong Guerba		697271133	En face à face
2	MINPROFF	Bekono Bernadette		675505849	Téléphone
3	MINEPAT	Fouegap Afiofop Patrick		696905399	En face à face
4	MINAT	Jean Jacques		694643426	Téléphone
5	MINHDU	Sampson Oru Ashu		675346786	
6	FEICOM	Menyne Noan		694643426	
7	AWLN	Marie Noëlle G	Chef service Etudes et statistiques	699538187	Courrier électronique
8	ASSOAL	Achille Noupeou		6976292.1	Par téléphone
Commune de Douala IV					
9	Commune Douala 4	Mme Nkenfon	Cadre communal chargé des communautés		En face à face et par Courrier électronique
10	Quartier Ndobou	M. Penda	Chef par intérim du quartier Ndobou	699859825 679480664	En face à face
11	Quartier Bilingue	Jane Fordam	IDP Leader des PDI trader	679979132	Téléphone
12	Commune de Doula 4	Bruno Cho	Chef de bureau de l'action sociale	675497150 694224880	En face à face, par questionnaire et par téléphone
13	Quartier Mabanda	Toufouing Aya Joseph	Chef de quartier	677419619	Téléphone
14	Quartier Mabanda	Kenfack Robert	Leader communautaire	699916523	Téléphone
15	Quartier Mabanda	Tontem	Leader IDP	679555756	En face à face
16	Commune Douala 4	Mme Ndongue Epse Ebosse	Chef de service administratif et du contentieux	696664295	En face à face
17	Commune Douala 4	Mme Mfegue Mbede Marie Claire	Chef service des affaires sociales sportives et culturelles	699545282 674084052	En face à face
18	Commune Douala 4	Mme Fouda née Nganou Colette	Assistante	696300107	En face à face
19	Commune Douala 4	Adidigue Ayissi Arielle	Assistante	695885701	En face à face
Commune de Loum					
Num	Organisation /quartier/qualité	Nom de la personne ressource	Fonction	Téléphone/mail	
20	Association des Femmes actives de Loum	Wondje Madeleine	Présidente	675283464	En face à face

Num	Organisation /quartier/qualité	Nom de la personne-ressource	Fonction	Téléphone/mail	Moyens de communication utilisés
21	Association des Femmes idéales de Loum	Emou Francine	Présidente	674401784	En face à face
22	Commune de Loum	Ekwel Mbome Teclair	Chef service Social et culturelle	652040477	En face à face
23	Wabane-Lebialem association	Nkweta Pllis	Leader communautaire	670396716	En face à face
24	Association of RIA Bonabela block 4	Fon Follah Njuh	Leader communautaire	674074959	En face à face
25	Association of RIA Bonabela block 4	Mbah Divine Meuoh	Leader communautaire		En face à face
Commune de Bafoussam III					
Num	Organisation /quartier	Nom de la personne ressource	Fonction	Téléphone/mail	
26	Association Club IDP West Club	Njikem Martin	Président	677644040	En face à face
27	Commune Bafoussam III	Mande Oumbe Marceline	Service social		En face à face
28	Quartier Gouache II	Mbe Jacob	Chef de quartier Gouache	693075789	En face à face
29	Quartier KAMKOP V	Chedjou	Chef de quartier	677617813	Téléphone
30	Quartier Gouche I	Kengne Zacharie	Chef de quartier Gouache I	670623466	Téléphone
31	Association Le bon Samaritain	Suffo Sylvie	President	696216110	Téléphone
32		Ndimumba Denis	Leader PDI	678060339	En face à face
33	Commune Bafoussam III	Yves	UNV ONU HABITAT	693681629	En face à face
Commune de Babadjou					
Num	Organisation /quartier	Nom de la personne ressource	Fonction	Téléphone/mail	
34	Commune de Babadjou	THOFFO Marcel	Secrétaire Général de la commune de Babadjou	679926693	Questionnaire envoyé par mail
35	Commune de Babadjou	Ngouffo Eugène	Cadre communal de développement	671635978	En face à face
36	Commune de Babadjou	Motsou Socpa Pascal	Fonction chef service technique de l'aménagement et du développement urbain	655882672	En face à face
37	CIPCRE	Alexandre	Représentant CIPCRE Babadjou	696189613	Téléphone
38	Quartier Bawa	Zanga Oumarou	Chef de la communauté Bororo de Bawa	676800182	En face à face
Commune de Dschang					
39	Commune de Dschang	Nsanu Eric Lionel Neba	Adjoint au Maire	694080010	En face à face et par téléphone
40	Commune de Dschang	Atonleku Rodrigue	Chef service technique		En face à face

Num	Organisation /quartier/qualité	Nom de la personne-ressource	Fonction	Téléphone/ mail	Moyens de communication utilisés
41	Commune de Dschang	Tsague Calvin Roger	Chef SASC commune de Dschang	695000686 6533941340	Questionnaire envoyé par mail
42	Quartier MINMETO	Tonfack Etienne	Chef Minmeto	6757224912	En face à face
43	Quartier Tsinkop	Kinfack Maurice	Adjoint au Chef de quartier Tsinkop	699223609	En face à face
44	Quartier Vallée	Ngaba Donatus	Assistant Chef de quartier Minmeto	675724912	En face à face
45	Association Grassrootleadership for Equality and Progress (GLEP)	Mouta Leslie Mushili SG	Président	6 75 45 89 89	En face à face et par téléphone
46	Association Help	Ayinte Sholastica	Présidente	676291570	En face à face



Réunion de sensibilisation et d'engagement communautaire dans la Commune de Dschang

ANNEXE 3 :

Répartition de l'échantillon de l'étude

Tableau 4 : Répartition de l'échantillon en fonction des caractéristiques sociodémographiques de la cible à interroger

Ville	PDI				Communauté d'accueil				Total
	Jeunes hommes et femmes (18 à 30 ans):	Homme (30 et +)	Femmes (30 et +)	Personnes vulnérables	Jeunes hommes et femmes (18 à 30 ans):	Homme (30 et +)	Femmes (30 et +)	Personnes vulnérables	
Douala	18	9	6	4	12	6	4	3	62
Loum	18	9	5	3	12	6	3	2	58
Bafoussam	18	9	6	4	12	6	4	3	62
Dschang	18	9	5	4	12	6	4	2	60
Babadjou	18	9	5	3	12	6	3	2	58
Total	90	45	27	18	60	30	18	12	300



Foyer communautaire devant servir aussi de logement de transit en arrêt travaux initié par le comité de développement du quartier Bawa à Babadjou

ANNEXE 4 :

Cadre de suivi des extrants des produits

Tableau 4 : Répartition de l'échantillon en fonction des caractéristiques sociodémographiques de la cible à interroger

Produits	NO Indicateur de l'ex-trant	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence					Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable
				DLA IV	Loum	BAF III	DSG	BBD				
Produit 1.1 : Les communautés locales (hôtes et PDI, en particulier les femmes) ont accès aux ressources foncières disponibles, durablement sécurisées et utilisées pour la pratique d'activités agropastorales et le logement.		Communes										
	1.1.1	Nombre de Plans d'Aménagement du Territoire Inclusif disponibles (Prévention et Gestion des conflits)	5 plans d'aménagement du territoire / municipalité	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes Entretien avec le MINH DU	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	1.1.2	Pourcentage de documents sécurisés disponibles	Au moins 30 % au-dessus de la ligne de base	0%	0%	0%	0%	0%	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretien avec le MINDCAF	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	1.1.3.1	Nombre de zones agricoles ou d'élevages dont les superficies ont été précisées par les autorités publiques locales et les chefs traditionnels pour réduire les conflits	Au moins 2 par communes	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec leaders communautaires/ chefs traditionnels Entretien avec les services publics/ Préfecture/ Sous-Préfecture	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	1.1.3.2	Proportion de litiges fonciers résolus de manière pacifique et consensuelle par les autorités locales	20% au-dessus de la valeur de base qui est 11%	0	0	0	0	1	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec leaders communautaires/ chefs traditionnels Entretiens avec les associations de femmes et de commerçants	Annuelle	Responsable suivi évaluation

Produits	NO Indicateur de l'ex-trant	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence					Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable	
Produit 1.1 : Les communautés locales (hôtes et PDI, en particulier les femmes) ont accès aux ressources foncières disponibles, durablement sécurisées et utilisées pour la pratique d'activités agropastorales et le logement.	1.1.4	Superfici- ciers terre distribuées aux PDI		0	0	0	1 hectare	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec leaders commu- nautaires Entretien avec les services publics (Préfec- tures/ Sous-Pré- fectures)	Annuelle	Res- pon- sable suivi évalua- tion	
		Nombre de PDI et de ménages des com- munautés d'accueil exploitant des terres nouvel- lement distribuées pour aug- menter la production agricole (sensible au genre	au moins 10 / Com- mune	0	0 Femmes : 25	0 Cf 3.1.2 Entre- tiens avec les com- munes Entre- tiens avec les associa- tions de femmes	Hommes : 15	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec leaders commu- nautaires Entretien avec les services publics (Préfec- tures/ Sous-Pré- fectures)	Trimes- trielle	Res- pon- sable suivi évalua- tion	
	1.1.5	Nombre d'ateliers de sensibi- lisation	0		0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Enquête par son- dage Entretiens avec les associa- tions de femmes	Trimes- trielle	Res- pon- sable suivi évalua- tion
	1.1.6.1	Nombre de femmes, de jeunes et de personnes déplacées sensibili- sés partici- pant à des activités visant à vulgariser et diffuser les mes- sages et à promou- voir le vivre ensemble dans leurs commu- nautés	2500/ Munici- palité	0	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes Entretien avec le MINH DU	Trimes- trielle	Res- pon- sable suivi évalua- tion

Produits	NO Indicateur de l'extrait	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence					Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable
				DLA IV	Loum	BAF III	DSG	BBD				
Produit 1.1 : Les communautés locales (hôtes et PDI, en particulier les femmes) ont accès aux ressources foncières disponibles, durablement sécurisées et utilisées pour la pratique d'activités agropastorales et le logement.	1.1.6.2	Perceptions des autorités locales et des membres des communautés (sur la compréhension des participants de la résolution pacifique des conflits et des approches des dialogues intercommunautaires)	50% des autorités locales et leaders communautaires par commune doivent être satisfaits de la compréhension qu'a les participants de la méthodologie de résolution des conflits et des dialogues intercommunautaires	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretien avec le MINDCAF	Semestrielle	Responsable suivi évaluation
Produit 1.2 : Les personnes déplacées, en particulier les femmes et les enfants, ont accès à des conditions de logement décentes et les relations locataires/propriétaires s'améliorent grâce à un meilleur accompagnement de la municipalité		Commune		DLA IV	Loum	BAF III	DSG	BBD				
	1.2.1	Existence d'une cartographie de l'habitat avec description qualitative dans chaque commune	1 /municipalité	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable suivi évaluation
	1.2.2	Nombre de logements municipaux disponibles	Au moins 2 /Municipalité	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Semestrielle	Responsable suivi évaluation
	1.2.3	Proportion de femmes et de filles ciblées ayant accès aux services d'assainissement de base dans les zones ciblées de la commune concernée	30% au-dessus de la valeur de base						Cf 3.1.2	Enquête par sondage Entretien avec les associations de femmes	Mensuelle	Responsable suivi évaluation

Produits	NO Indicateur de l'extrait	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence					Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable
Produit 1.2 : Les personnes déplacées, en particulier les femmes et les enfants, ont accès à des conditions de logement décentes et les relations locataires/propriétaires s'améliorent grâce à un meilleur accompagnement de la municipalité	1.2.3	J'ai accès aux points d'eau dans la commune		25%	25%	15,5%	21,3%	21,8%	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec les leaders communautaires Entretiens avec les associations de femmes	Mensuelle	Responsable suivi évaluation
		J'ai accès aux toilettes publiques dans ma commune		37,7%	10,4%	7%	34,3%	14,9%	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Mensuelle	Responsable suivi évaluation
		J'ai accès aux poubelles dans la commune		25%	25%	21,8%	21,3%	21,8%	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Mensuelle	Responsable suivi évaluation
	1.2.4	Nombre de litiges résolus	Au moins 180 % au-dessus de la ligne de base	40	22	46			Cf 3.1.2	Enquête par sondage Entretien avec les associations de femmes	Trimestrielle	Responsable suivi évaluation
Produit 1.3 : Des mécanismes de prévention des tensions dans les espaces de marché liés à la fiscalité sont promus sous l'égide des organisations de femmes et de jeunes Indicateur de résultat 1.3a Proportion de personnes déplacées ciblées qui ont accès à des points de vente	1.3.1	Nombre de cartographie des espaces commerciaux	5 (1 / Municipalité)	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretien FEICOM	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	1.3.2	Capacité municipale à mieux équiper les espaces commerciaux (toilettes publiques, points d'eau, poubelles, zone commerciale couverte)	Existence d'outils	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	1.3.3	Nombre d'outils produits	5 (1 / municipalité)	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2			

Produits	NO Indicateur de l'extrait	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence					Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable
Produit 1.3 : Des mécanismes de prévention des tensions dans les espaces de marché liés à la fiscalité sont promus sous l'égide des organisations de femmes et de jeunes Indicateur de résultat 1.3a Proportion de personnes déplacées ciblées qui ont accès à des points de vente	1.3.2	Capacité municipale à mieux équiper les espaces commerciaux (toilettes publiques, points d'eau, poubelles, zone commerciale couverte)	Existence d'outils	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	1.3.3	Nombre d'outils produits	5 (1 / municipalité)	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Enquête par sondage	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	1.3.4.1	Nombre de commerçants sensibilisés par campagne (âge et sexe désagrégés)	Cible : 1500 (2 /an / municipalité)	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2		Annuelle	Responsable suivi évaluation
	1.3.4.1	Proportion des commerçants affirmant avoir une meilleure compréhension de leur droit et devoirs y compris le paiement des taxes municipales		Cf tableau 25					Cf 3.1.2	Enquête par sondage	Semestrielle / annuelle	
	1.3.5.1	Nombre d'organisations féminines menant des campagnes de sensibilisation	10 (2 / an / municipalité)	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Enquête par sondage	Semestrielle / annuelle	Responsable suivi évaluation
	1.3.5.2	Proportion de personnes sensibilisées déclarant mieux comprendre l'importance de payer des impôts	Au moins 60%	0%	0%	0%	0%	0%	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Semestrielle / annuelle	Responsable suivi évaluation
		Commune		DLA IV	Loum	BAF III	DSG	BBD				
Produit 2.1 : Les autorités municipales ont une meilleure compréhension de l'analyse structurelle des conflits et des défis de sécurité induits ou exacerbés par le déplacement	2.1.1	Nombre de cartes produites		0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Annuelle	Responsable suivi évaluation

Produits	NO Indicateur de l'extrait	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence					Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable
Produit 2.1 : Les autorités municipales ont une meilleure compréhension de l'analyse structurale des conflits et des défis de sécurité induits ou exacerbés par le déplacement	2.1.2	Nombre de rapports d'études	5 (1 / Municipalité)	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec le MIN-HDU MINPROFF MINDCAF MINAT	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	2.1.3	Nombre d'autorités locales, d'associations locales et de partenaires utilisant les rapports Do No Harm pour réduire la sensibilité aux conflits lors de l'interaction avec les personnes déplacées et les communautés d'accueil ou la gestion des conflits.	Au moins 35 (7 / Municipalité)	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec les associations locales	Semestrielle	Responsable suivi évaluation
	2.1.4	Nombre d'actions conjointes de prévention des déplacés internes et de la communauté d'accueil.	Au moins 35 (7 / Municipalité)	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes Entretiens avec les associations communautaires	Trimestrielle	Responsable suivi évaluation
	2.1.5	Nombre de sessions de dialogue.	10 au-dessus de la ligne de base	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes	Mensuelle	Responsable suivi évaluation
Produit 2.2 : Les municipalités disposent d'une gouvernance inclusive revitalisée et de mécanismes de planification aidant à prévenir les conflits fonciers, les marchés et le logement	2.2.1	Données d'enquête sur le niveau de participation communautaire à la planification de la gouvernance locale, aux finances, à l'aménagement du territoire et à la promotion de la prévention des conflits.	au moins 70 % 15 (au moins 3 par municipalité)	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Guide d'entretien administration publique	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	2.2.2	Nombre de notes techniques ou de guides sur la promotion de la prévention des conflits grâce à une gouvernance municipale inclusive.	1/municipalité	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Source des données	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	2.2.3	Nombre de campagnes de prévention des conflits organisées.	1/municipalité	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec les associations communautaires		Responsable suivi évaluation

Produits	NO Indicateur de l'extrait	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence					Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable
Produit 2.2 : Les municipalités disposent d'une gouvernance inclusive revitalisée et de mécanismes de planification aidant à prévenir les conflits fonciers, les marchés et le logement	2.2.4	Nombre d'actions conjointes de prévention des déplacés internes et de la communauté d'accueil.	20/semestre /municipalité						Cf 3.1.2	Entretien avec les communes Entretien avec les préfectures et sous-préfectures	Semestrielle	Responsable suivi évaluation
	2.2.5	Nombre de sessions de dialogue.	10 au-dessus de la ligne de base						Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec les associations communautaires	Mensuelle	Responsable suivi évaluation
	2.2.6	Nombre d'ateliers de formation.	2/ans / commune						Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec les associations communautaires Entretiens avec les associations de femmes	Annuelle	Responsable suivi évaluation
Produit 2.3 : Des mécanismes locaux inclusifs de prévention des conflits sont encouragés	2.3.1	Nombre de manuels sur la prévention des conflits et le niveau de sécurité des communications.	5	0	0	0	0		Cf 3.1.2	Entretiens avec les associations communautaires Entretiens avec les associations de femmes	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	2.3.2	Nombre de directives sur la cartographie et le suivi des conflits dans les zones de déplacement	5	0	0	0	0		Cf 3.1.2	Entretien avec les communes	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	2.3.3	Nombre de municipalités avec des approches participatives et des critères locaux pour classer le niveau de conflit, les actions préventives et la sécurité dans les quartiers	5	0	0	0	0		Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	2.3.4	Nombre d'ateliers de formation	2/municipalité/an	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec le MIN-HDU MINPROFF MINDCAF MINAT	Semestrielle	Responsable suivi évaluation

Produits	NO Indicateur de l'extrant	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence					Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable	
Produit 2.3 : Des mécanismes locaux inclusifs de prévention des conflits sont encouragés	2.3.5	Stratégie de sortie disponible	1 /municipalité	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretiens avec les associations locales	Annuelle	Responsable suivi évaluation	
	2.3.6	Nombre d'ateliers de formation	2/municipalité/an	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes Entretiens avec les associations communautaires	Annuelle	Responsable suivi évaluation	
Produit 3.1 : L'accès aux documents d'état civil (actes de naissance et cartes d'identité) est facilité pour les déplacés internes et les populations locales grâce à un appui aux communes et aux services compétents	3.1.1.1	Soutenir les autorités municipales pour produire et diffuser des notes techniques sur les situations et les défis des personnes déplacées afin de faciliter la prise de décision pour leur inclusion socio-économique et culturelle	1 /municipalité	0	0	0		0	Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes Entretien MINH DU, MINPROFF, MINDCAF, MINAT		Responsable suivi évaluation	
	3.1.1.2	Les parties prenantes nationales et internationales satisfaites et utilisant les notes techniques comme support d'intégration entre IDP et communautés hautes	35	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2			Responsable suivi évaluation	
	3.1.2.1	Nombre de rapports orientés vers les déplacés internes sur la situation et les besoins en matière d'enregistrement des faits d'état civil.	5 (1 carte/comune)					0%	0%	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes	Annuelle	Responsable suivi évaluation
	3.1.2.2	Proportion d'autorités locales ayant une meilleure compréhension des besoins en documents d'état civil dans leurs municipalités, en particulier pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil vulnérables	0%					01	0	Cf 3.1.2		Annuelle	Responsable suivi évaluation

Produits	NO Indicateur de l'extrait	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence				Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable			
Produit 3.1 : L'accès aux documents d'état civil (actes de naissance et cartes d'identité) est facilité pour les déplacés internes et les populations locales grâce à un appui aux communes et aux services compétents	3.1.3	Nombre de campagnes de sensibilisation et d'événements de plaidoyer	0%				0%	0%	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes	Semestrielle	Responsable suivi évaluation		
	3.1.4	Proportion de la population avec des cartes d'identité nationales et un certificat de naissance produits après le nouveau partenariat	0%				0%	0%	Cf 3.1.2	Enquête par sondage	Semestrielle	Responsable suivi évaluation		
	3.1.5	Nombre d'audiences publiques/sur le terrain tenues	0%				0	0	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes Entretien avec les associations communautaires Entretien avec les services publics (Préfecture/sous-préfecture)	Semestrielle	Responsable suivi évaluation		
	3.1.6	Nombre d'ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation	0%	Cf 3.1.2			0	0	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes	Semestrielle	Responsable suivi évaluation		
Produit 3.2 Des cadres de dialogue pour faire progresser la participation communautaire à la décentralisation et au multiculturalisme sont promus		Commune		Au moins 60 %	0	01	04	01	0		Cf 3.1.2	Responsable suivi évaluation		
	3.2.1	Nombre de brochures distribuées en anglais, français et/ou 'pidgin'		10 /municipalité					0	0	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes	Semestrielle	Responsable suivi évaluation
	3.2.2	Nombre de déplacés internes et de communautés d'accueil participant à des campagnes de sensibilisation ou à des ateliers sur le multiculturalisme dans les espaces publics et dans les mairies (désagrégé par sexe et par âge)		0%					0	0	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes	Semestrielle	Responsable suivi évaluation
	3.2.3	Proportion de femmes impliquées dans la production et la diffusion d'émissions multiculturelles à la radio locale et sur les réseaux sociaux pour les jeunes.		0%					0%	0%	Cf 3.1.2	Entretien avec les communes	Semestrielle	Responsable suivi évaluation
	3.2.4	Proportion de personnes handicapées impliquées dans la production et la diffusion d'émissions multiculturelles à la radio locale et sur les réseaux sociaux pour les jeunes. Objectif : au moins 60 %		0%					0%	0%	Cf 3.1.2	Enquête par sondage Entretien avec les associations communautaires	Semestrielle	Responsable suivi évaluation

Produits	N0 Indicateur de l'extrait	Indicateurs	Cibles fixées	Situation de référence				Mode de calcul	Méthode de collecte	Fréquence de collecte	Responsable
Produit 3.2 Des cadres de dialogue pour faire progresser la participation communautaire à la décentralisation et au multiculturalisme sont promus	3.2.5	Nombre de campagnes de sensibilisation	0%		0	0		Cf 3.1.2	Entretien avec les associations communautaires Entretiens avec les communes Enquête par sondage	Semestrielle	Responsable suivi évaluation
	3.2.6	Nombre de partenariats formels créés entre les associations de communautés d'accueil et de personnes déplacées et les municipalités	0%	Cf 3.1.2	0	0		Cf 3.1.2		Semestrielle	Responsable suivi évaluation
Produit 3.3 : Les chaînes de valeur économiques locales sont promues pour augmenter les opportunités d'emploi pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil		Commune	+30 % au-dessus de la ligne de base					Cf 3.1.2			
	3.3.1	Nombre de municipalités qui ont adopté le LEVC pour certains produits ou services	0%		0	0		Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes	Annuelle	
	3.3.2	Nombre de communes disposant d'un cadre de collaboration entre le projet, les institutions financières et les collectivités locales	0%		0	0		Cf 3.1.2			Responsable suivi évaluation
	3.3.3	Modèles d'insertion économique orientés vers les PDI municipaux émergents documentés	0%		0	0		Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes		Responsable suivi évaluation
	3.3.4	Nombre de Business plan produits	0%		0	0		Cf 3.1.2			Responsable suivi évaluation
	3.3.5	Nombre d'atelier de formation	0%	Cf 3.1.2	0	0		Cf 3.1.2	Entretiens avec les communes		Responsable suivi évaluation
	3.3.6	Nombre de déplacés internes et de populations hôtes ayant une meilleure compréhension des conditions d'accès au prêt et à l'hypothèque (désagrégé par âge, sexe)	5 /municipalité	0	01	04	0	0		Cf 3.1.2	Responsable suivi évaluation
	3.3.7	Responsables locaux des appels d'offres publics, institutions de microfinance ou bancaires satisfaits du rôle/plaidoyer municipal pour accroître l'accès des très petites et petites entreprises ou coopératives au crédit et au contrat municipal	10 /municipalité	0	0	0	0	0	0	Cf 3.1.2	Responsable suivi évaluation

ANNEXE 5 :

Outils de collecte

I. Situation socio démographique

SECTION 1 - DÉMOGRAPHIE		
1	Quel est votre statut ?	1= PDIs 5 2= Membre de la communauté d'accueil 5
2	Quel est votre âge ?	5 Années
3	Quelle est votre situation maritale ?	1= Mariée <input type="checkbox"/> 2 = En partenariat informel <input type="checkbox"/> 3= Célibataire <input type="checkbox"/> 4= Veuve <input type="checkbox"/>
4	Etes-vous capable de lire et écrire ?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>
5	Quel est votre niveau d'éducation ?	1 = Non scolarisé(e) <input type="checkbox"/> 2= Primaire <input type="checkbox"/> 3= Secondaire <input type="checkbox"/> 4= Université <input type="checkbox"/>
6	Quelle est votre profession ?	1= Agriculteur <input type="checkbox"/> 2 = Eleveur <input type="checkbox"/> 3= Commerçant <input type="checkbox"/> 4= autre <input type="checkbox"/> Préciser _____
7	Combien de personnes habitent dans votre ménage ?	<input type="checkbox"/> femmes <input type="checkbox"/> hommes <input type="checkbox"/> garçon (âge d'école primaire). <input type="checkbox"/> garçon (âge d'école secondaire) <input type="checkbox"/> garçon <5 ans <input type="checkbox"/> filles (âge école primaire) <input type="checkbox"/> filles (âge école secondaire) <input type="checkbox"/> filles <5 ans
8	Disposez-vous d'une carte d'identité nationale ?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>
9	Combien de personnes qui habitent votre ménage disposent d'une carte d'identité nationale ?	<input type="checkbox"/>
10	1) Disposez d'un certificat de naissance ?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>
11	Combien de personnes qui habitent votre ménage possèdent un certificat de naissance ?	<input type="checkbox"/>
12	Avez-vous un handicap physique ou sensoriel	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>

Lire : Merci, nous avons maintenant complété la moitié de l'entretien. Avez-vous besoin de prendre quelques minutes de pause ?

II. Conflits liés au foncier

Lire : Nous allons maintenant discuter des difficultés d'accès à la terre dans votre commune, et les risques possibles de conflit. Rappelez-vous que nous pouvons arrêter à tout moment si vous vous sentez inconfortable. Vous pouvez aussi indiquer si vous ne voulez pas répondre à une question.

SECTION 2 : CONFLITS LIES AU FONCIER		
16	Etes-vous propriétaire de votre plantation, terrain constructible, etc.	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>
17	Si vous êtes éleveurs avez-vous librement accès aux zones de pâturage ?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>
18	Quelle est l'origine des sources de conflits liés à l'accès à la terre?	1= Gouvernement/Commune <input type="checkbox"/> 2= Empiètement au-delà des limites de la parcelle de terre par un voisin <input type="checkbox"/> 3= Vente illégale de parcelle <input type="checkbox"/> 4= Mise en valeur d'une parcelle de terre par un tiers sans autorisation du propriétaire <input type="checkbox"/> 5= Destruction des cultures par les animaux sur une parcelle de terre agricole <input type="checkbox"/> 6= Extension de sa plantation sur la parcelle d'un tiers sans autorisation <input type="checkbox"/> 7= Qualité des relations les voisins <input type="checkbox"/> 8= Autres (citez) _____
19	Classez par ordre de priorités les trois principaux menaces auxquelles votre communauté est actuellement confrontée et qui peuvent générer des conflits liés au foncier entre PDI et membre de la communauté d'accueil	1= <input type="checkbox"/> 2= <input type="checkbox"/> 3= <input type="checkbox"/>
20	Vers qui vous tournerez-vous si vous être entraîné dans un conflit lié à la terre par un PDIS/membre de la communauté d'accueil ? (cochez seule une réponse)	Gouvernement <input type="checkbox"/> Autorités locales <input type="checkbox"/> Autorités traditionnelles <input type="checkbox"/> Organisation communautaire <input type="checkbox"/> Groupe religieux <input type="checkbox"/> ONG <input type="checkbox"/> Autres (précisez) _____

IV. Conflits liés à l'accès au marché et aux opportunités économiques

Lire : Merci pour vos réponses jusque-là. Nous allons maintenant discuter de tes activités économiques.

SECTION 4 : REVENU		
24	Etes-vous propriétaire de votre plantation, terrain constructible, etc.	Activité agricole ou élevage <input type="checkbox"/> Vente des produits agricoles <input type="checkbox"/> Vente de bétail, produit de pêche, cueillette <input type="checkbox"/> Travail salarié (agricole/non agricole) <input type="checkbox"/> Artisanat <input type="checkbox"/> Vente de charbon, bois de chauffe <input type="checkbox"/> Petit commerce <input type="checkbox"/> Moto taxi <input type="checkbox"/> Mendicité <input type="checkbox"/> Dons des parents ou voisins <input type="checkbox"/> Autres -Veuillez préciser: _____
25	Quel est le montant du revenu de votre ménage au cours de chacun des 3 derniers mois ?	1= _____ 2= _____ 3= _____
26	Si vous êtes commerçant, répondre par vrai ou faux aux affirmations suivantes 1= Vrai 2= Faux	Toute personne physique ou morale, camerounaise ou étrangère, est libre d'entreprendre une activité commerciale dans les marchés de la commune <input type="checkbox"/> Le commerçant doit s'enregistrer dans le répertoire de la commune <input type="checkbox"/> Le dossier d'enregistrement au répertoire de la commune comprend : une demande timbrée, une copie certifiée conforme de la carte nationale d'identité, de l'acte de naissance <input type="checkbox"/> Le commerçant doit détenir une carte professionnelle de commerçant <input type="checkbox"/> Le commerçant doit disposer de locaux et d'installations matérielles <input type="checkbox"/> Le commerçant doit s'inscrire au registre statistique <input type="checkbox"/> Le commerçant doit payer les droits de place sur les marchés <input type="checkbox"/> Les droits de place comprennent les droits fixes payés par les commerçants réguliers et les droits journaliers payés par les vendeurs occasionnels ou ceux ne disposant pas d'une place permanente <input type="checkbox"/>
27	Si vous êtes commerçant où exercez-vous votre activité ?	1=A l'intérieur du marché <input type="checkbox"/> 2=Hors du marché (dans la rue) <input type="checkbox"/>
28	Si dans la rue pourquoi ? quels sont les contraintes qui vous empêchent d'exercer dans le marché ?	_____
29	Si à l'intérieur du marché. Avez-vous accès à la zone de vente en détail ?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>

30	Avez-vous été sensibilisé par la commune sur vos droits et devoirs, y compris le paiement des taxes municipales ?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>
31	Quel est l'origine des conflits dans les marchés?	1= Discrimination dans la location des comptoirs dans les marchés <input type="checkbox"/> 2= Difficultés de paiement des impôts et taxes <input type="checkbox"/> 3= Paiements des impôts et taxes surévalué <input type="checkbox"/> 4= Difficulté d'accès aux zones de commerce au détail <input type="checkbox"/> 5= discrimination dans l'affectation des espaces commerciaux <input type="checkbox"/> 6= difficultés de rembourser ses dettes <input type="checkbox"/>
32	Exercer vous votre activité dans le cadre :	1= d'une coopérative <input type="checkbox"/> 2= d'une organisation de producteur/distributeur/ <input type="checkbox"/> 3= d'un GIC <input type="checkbox"/> 4= aucun <input type="checkbox"/> continuer à 16
33	La coopérative/OP/GIC dispose -t-elle d'un business plan pour la conduite de vos AGR?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>
34	Si vous n'êtes pas affilié à une coopérative/OP/GIC avez -vous un plan d'affaire business plan pour la conduite de votre AGR ?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>
35	Dans le cadre de l'exercice de votre activité avez-vous suivi des formations à l'utilisation des TIC pour promouvoir le marketing et les ventes en ligne aux niveaux local, national et mondial ?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/>
36	Si oui combien d'atelier de formation ?	_____
37.	Avez-vous bénéficié d'un appui de la commune pour développer votre AGR ?	1= Oui <input type="checkbox"/> 2= Non <input type="checkbox"/> Si oui laquelle ? <input type="checkbox"/>

SECTION 3 : EMPRUNT

38	Pour vous que signifie le mot crédit ?	
	38.1 Avez-vous actuellement un ou plusieurs crédits ?	1= Oui <input type="checkbox"/> Continuer à 8.1 2= Non <input type="checkbox"/> Avancer à 10
	38.2 Quelle est votre principale source de crédit ? (Cocher une seule option)	1= Famille/proches/voisins <input type="checkbox"/> 2= Commerçants/ IMF /banques <input type="checkbox"/> 3= Fonds de prêt communal 4 = Autres _____
	38.3 Les conditions nécessaires pour obtenir un crédit dans une institution bancaire/coopératives sont : 1= Vrai 2= Faux	Avoir un compte bancaire <input type="checkbox"/> Payer des intérêts au prêteur <input type="checkbox"/> Avoir une garantie <input type="checkbox"/> Respecter le délai de remboursement <input type="checkbox"/>

V. Processus de paix, opportunité, participation et influence

Lire : Nous allons maintenant discuter de la paix, opportunité, participation et influence. Certaines questions dans cette section peuvent être difficiles. Rappelez-vous que nous pouvons arrêter à tout moment si vous vous sentez inconfortable. Vous pouvez aussi indiquer si vous ne voulez pas répondre à une question.

SECTION 6 : RESOLUTION DES CONFLITS		
32	Etes-vous membre d'un cadre de dialogue local/ processus de résolution des conflits et de prévention de l'insécurité/ promotion du vivre ensemble dans la communauté ?	1=Oui <input type="checkbox"/> 2=Non <input type="checkbox"/> (si non passez à la question ...)
	Combien de litiges avez-vous résolus jusqu'ici ?	1= Empiètement au-delà des limites de la parcelle de terre par un voisin <input type="checkbox"/> 2= Vente illégale de parcelle <input type="checkbox"/> 3= Mise en valeur d'une parcelle de terre par un tiers sans autorisation du propriétaire <input type="checkbox"/> 4= Destruction des cultures par les animaux sur une parcelle de terre agricole <input type="checkbox"/> 5= Occupation illégale de la maison d'un tiers <input type="checkbox"/> 6= Construction ou extension d'une maison sur la parcelle d'un tiers sans autorisation <input type="checkbox"/> 7= Discrimination des conditions de location des maisons <input type="checkbox"/> 8= Discrimination dans la location des comptoirs dans les marchés <input type="checkbox"/> 9= Qualité des relations les voisins <input type="checkbox"/>
33	Sur quel processus de résolution des conflits disposez-vous le plus d'informations ?	1= Consultations locales avec les autorités <input type="checkbox"/> 2= Consultations nationales avec les autorités <input type="checkbox"/> 3 = médiation entre locataire et propriétaire au niveau communautaire <input type="checkbox"/> 4= Réconciliation ou initiative interconfessionnelle <input type="checkbox"/> 5 = Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme <input type="checkbox"/> 6= Consultations organisées par les ONG <input type="checkbox"/> 7 = Police <input type="checkbox"/> 8= Autres _____
34	Par quel canal avez-vous obtenu ces informations ?	1= sensibilisation par la commune <input type="checkbox"/> 2= sensibilisation par les leaders communautaires <input type="checkbox"/> 3= sensibilisation par les associations <input type="checkbox"/> 4= brochures sur la nouvelle loi sur les autorités locales/la décentralisation et le multiculturalisme par les personnes déplacées et la communauté d'accueil <input type="checkbox"/> 4= Autres _____
35	Etes-vous impliqué dans la production et la diffusion d'émissions multiculturelles à la radio locale et sur les réseaux sociaux pour les jeunes ?	1=Oui <input type="checkbox"/> 2=Non <input type="checkbox"/>
36	Dans quelle mesure pensez-vous que les informations reçues pour la résolution des litiges dans votre communauté sont utiles?	1= Très utile <input type="checkbox"/> 2= Assez utile <input type="checkbox"/> 3= Pas très utile <input type="checkbox"/> 4= Pas du tout utile <input type="checkbox"/> 5 = N'ont pas accès à l'information <input type="checkbox"/> 6= Je ne sais pas <input type="checkbox"/>

Lire : Pour cette prochaine question, je ne vous demande pas de parler de votre expérience personnelle. J'aimerais comprendre la situation comment les besoins des femmes et des hommes sont pris en compte dans la commune. Si vous ne comprenez pas un terme, signalez-moi et je vais expliquer

IV. Prise en compte des besoins des hommes et des femmes dans la commune

Lire : Nous allons maintenant discuter des difficultés d'accès à la terre dans votre commune, et les risques possibles de conflit. Rappelez-vous que nous pouvons arrêter à tout moment si vous vous sentez inconfortable. Vous pouvez aussi indiquer si vous ne voulez pas répondre à une question.

SECTION 8 : LA SITUATION GÉNÉRALE DES HOMMES ET DES FEMMES		
37	<p>Je vais vous lire quelques énoncés. Pouvez-vous m'indiquer si vous n'êtes pas d'accord du tout, pas d'accord, d'accord ou fortement d'accord avec chaque phrase ?</p> <p>1= Pas du tout d'accord 2= Pas d'accord 3= D'accord 4= Fortement d'accord 0= Ne sait pas</p>	<p>37.1 Je bénéficie /suis propriétaire d'un logement qui est conforme aux normes (absence de risques pour la sécurité et la santé, d'animaux nuisibles et de parasites) <input type="checkbox"/></p> <p>37.2 J'ai accès aux points d'eau dans la commune <input type="checkbox"/></p> <p>37.3 J'ai accès aux toilettes publiques dans ma communauté <input type="checkbox"/></p> <p>37.4 Je peux bénéficier d'un comptoir dans le marché municipal sans aucune discrimination <input type="checkbox"/></p> <p>37.5 J'ai accès aux poubelles dans la commune <input type="checkbox"/></p> <p>37.6 Dans les marchés, je suis régulièrement informé sur les taxes à payer par la commune <input type="checkbox"/></p> <p>37.7 Il existe dans ma commune, des zones exclusivement réservées à la production agricole <input type="checkbox"/></p> <p>37.8 Il existe dans ma commune, des zones exclusivement réservées aux pâturages pour les éleveurs de bovins <input type="checkbox"/></p> <p>37.9 Je suis/serai accueilli et pris en charge sans discrimination dans les foyers de ma commune si je suis victime d'une catastrophe naturelle ou humaine (ou si je suis déplacé internes à la suite des troubles dans les régions du Nord et du Sud -Ouest) <input type="checkbox"/></p>
38	<p>Pensez-vous que vos besoins sont pris en compte par la commune ?</p>	<p>1= Pas du tout d'accord <input type="checkbox"/></p> <p>2= Pas d'accord <input type="checkbox"/></p> <p>3= D'accord <input type="checkbox"/></p> <p>4= Fortement d'accord <input type="checkbox"/></p> <p>0= Ne sait pas <input type="checkbox"/></p>

Lire : Nous avons maintenant terminé l'entretien. Merci d'avoir pris le temps de répondre à nos questions. Vos réponses nous aideront à améliorer les programmes pour PDI et les communautés d'accueils.

Avez-vous des questions pour moi?	Non <input type="checkbox"/>	Oui <input type="checkbox"/>
	Remercier et terminer l'entretien	Répondre aux questions

www.unhabitat.org

**A better quality of life for
all in an urbanizing world**

UN  **HABITAT**
FOR A BETTER URBAN FUTURE

UNITED NATIONS HUMAN SETTLEMENTS PROGRAMME
P.O. Box 30030, Nairobi 00100, Kenya
E: UNHabitat-GSD@un.org